



LES ETATS-UNIS FACE AU DEFI ISLAMO-TERRORISTE EN AFRIQUE SAHELO-SAHARIENNE :

Perspectives de coopération

Mémoire de Géopolitique
du Colonel SALOU Souleymane
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des Etats-Unis »

11^o Promotion

directeur : Mr Jacques SOPPELSA

Professeur de géopolitique à l'université de
PARIS I Panthéon Sorbonne

Mars 2004

Les Etats-Unis face au défi islamo-terroriste
en Afrique Sahélo-Saharienne : Perspectives de coopération.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

LES FONDEMENTS D'UNE NOUVELLE
POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS

AUTOPSIE GEOPOLITIQUE ET RELIGIEUSE
DES PAYS DE LA ZONE SAHELO-SAHARIENNE

LE ROLE DE LA PUISSANCE AMERICAINE
DANS LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

EPILOGUE

REMERCIEMENTS

Je remercie le Professeur Jacques SOPPELSA et Mr Aymeric CHAUPRADE pour m'avoir enseigné la géopolitique. Leurs précieux conseils m'ont permis de mener à terme la rédaction de ce mémoire. Que les personnels du secrétariat de la division A et de la bibliothèque du CID y trouvent aussi l'expression de ma reconnaissance, pour leur constante disponibilité et le concours qu'ils m'ont apporté dans mes recherches.

Je voudrais également étendre tout particulièrement ma gratitude infinie à mon épouse et nos enfants adorables qui ont accepté d'être pénalisés par mon absence. Leurs encouragements ont été pour moi un soutien constant tout au long de ma scolarité au Collège Interarmées de Défense.

AVANT-PROPOS

Il convient afin de dissiper toute équivoque, de signaler que les références islamisme et islamiste sont employées ici pour caractériser le phénomène fondamentaliste et radical, par opposition à l'islam traditionnel de nature pacifiste et tolérante. Appelé par le hasard des circonstances à écrire un mémoire sur un thème de géopolitique des Etats-Unis, je me trouvais fort embarrassé de devoir écrire sur un thème qui serait sans relation avec l'Afrique, mon continent d'origine, et en particulier cette bande sahélo-saharienne qui m'a vu naître, grandir et où je vis et travaille. C'est ainsi que l'idée m'est venue et parce que le sujet me paraissait d'actualité, d'écrire sur « les Etats-Unis face au défi islamo-terroriste en Afrique sahélo-saharienne, perspectives de coopération ». A première vue la tâche m'a paru insurmontable, tant cette région ne semblait pas présenter un enjeu pour les Etats-Unis qui ont longtemps considéré l'Afrique, comme l'arrière cour de l'Europe. Mais très vite ce challenge est devenu pour moi une source de motivation. La présente étude est consacrée à cette bande désertique, vaste espace géographique que se partagent le Maghreb au Nord, et l'Afrique noire subsaharienne au Sud, aux confins du monde arabe, de la côte atlantique à la frontière Est du Tchad, espace austère très peu visité par les experts en géopolitique. Ces derniers rompant souvent avec leur quasi-indifférence, ne s'y intéressent guère que pour exprimer un afro pessimisme devant le combat des peuples pour sortir d'une misère dans laquelle ils semblent être condamnés par une décolonisation ratée à laquelle a succédé une mauvaise gouvernance de la part de ses propres fils. C'est volontairement que l'accent n'est pas mis ici sur l'aide des Etats-Unis au développement économique des pays, notamment à travers l'Agence américaine pour le développement international (USAID), celle-ci n'ayant pas subi de changement notable après les événements du 11 septembre 2001 ; la priorité de la politique américaine étant la lutte contre le terrorisme. L'Afrique est en effet un continent meurtri, exclu de l'économie mondiale et sans enjeu dans les grandes stratégies de géopolitique internationale. En effet, les investissements étrangers en Afrique sont dérisoires, à comparer à ceux des autres continents (1) et elle participe

pour moins de 2% dans les échanges mondiaux sur lesquels son influence reste négligeable. Qu'est-ce qui a donc pu changer ?

INTRODUCTION

A priori on peut se demander pourquoi l'Afrique en général, et sa partie sahélo-saharienne en particulier, connaît un soudain regain d'intérêt des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 ; une Afrique qui on le sait n'a pas particulièrement brillé par les manifestations de compassion de ses populations à l'égard d'une Amérique frappée par le malheur, des populations dont l'indifférence non coupable contraste avec l'empressement de certains de leurs dirigeants non sans arrière pensée politique, d'envoyer des messages de condoléances à Washington pour exprimer leur émoi et leur solidarité, voire leur profonde tristesse. En Afrique où des millions d'africains meurent par jour dans l'indifférence totale, le 11 septembre était un non évènement pour la majorité des populations en proie à une lutte quotidienne pour sa survie et pour sa sécurité physique et alimentaire . Et pour cause, la révolution des technologies de l'information n'ayant atteint que quelques foyers élitistes, l'écrasante majorité des africains ne verront pas les images apocalyptiques transmises par les chaînes de télévision de par le monde, ou alors les verront longtemps après. Et pourtant les conséquences du 11 septembre n'allait pas tarder à se manifester en Afrique, d'où le nouvel intéressement des Etats-Unis à l'Afrique sans que cette dernière ait fait quoi que ce soit pour sortir de sa marginalisation. En effet, l'Afrique n'a même pas su avoir une attitude opportuniste à la faveur de ces évènements. Aucune initiative si ce n'est l'agitation du président sénégalais Abdoulaye Wade qui, soucieux de se démarquer de l'indifférence constatée ça et là en Afrique, organisa un sommet à Dakar le 17 octobre 2001, sommet qui ne connut que la présence de quelques chefs d'état et dont le succès fut limité, car il ne put dégager aucune position africaine face au terrorisme. S'il est vrai que les populations africaines faute dans la plupart des cas d'avoir reçu l'information, n'ont pas été particulièrement émues, il existe à l'opposé un fort sentiment d'admiration dans le milieu des intellectuels et des désœuvrés des grandes villes à l'égard de Oussama Ben Laden, sur fond d'anti-américanisme. Absente jusque là des préoccupations américaines, l'Afrique est depuis la catastrophe du 11 septembre l'objet d'une attention particulière de la part de la diplomatie américaine.

L'attaque du 11 septembre aura eu le triste mérite de démontrer qu'on peut être une super-puissance et avoir besoin d'amis comme le dit si bien Joseph Nye « even a superpower needs friends » (2). Parce que son combat contre le terrorisme est mondial, sans exclusive et sans frontières, la superpuissance ou « l'hyper puissance » américaine, pour reprendre une expression chère à Hubert Védrine (3), ne peut se passer du rôle que peut y jouer l'Afrique. Mais comme l'a démontré son engagement en Afghanistan et en Irak, la lutte contre le terrorisme est l'arbre qui cache la forêt, car les objectifs de l'Amérique vont au de là de la seule lutte contre le terrorisme. Cependant, il convient tout d'abord de faire un rappel historique afin d'apporter un éclairage sur le contexte des relations entre l'Amérique et le continent africain avant le 11 septembre 2001. En effet, le passé récent de soutien de l'Amérique au régime de l'apartheid avant la fin de la guerre froide, son peu d'intérêt pour le reste de l'Afrique noire, son alliance stratégique inconditionnelle avec l'état d'Israël ami de l'Afrique du Sud raciste, et autres interventionnismes ou soutien à des dictatures dans le tiers monde, ont contribué à ternir l'image de « l'oncle SAM » en Afrique en lui conférant celle d'une puissance impérialiste exclusivement accrochée à ses seuls intérêts et peu soucieuse de ceux des autres. On ne peut nier cependant le fait que le président John F Kennedy, outre son engagement sur le front national américain dans la lutte pour la promotion des afro-américains, fut un champion des indépendances africaines et du soutien américain aux jeunes états nouvellement indépendants. Il fut en effet l'initiateur du Corps de la Paix (Peace Corps) et de L'Alliance pour le Progrès (Alliance for progress) dans un souci de venir en aide aux pays du tiers monde d'une manière générale, et africains en particulier dont l'accession à la souveraineté nationale était toute fraîche. Il fut aussi le fondateur de l'USAID en novembre 1961. Ces trois organisations ont été le fer de lance de la coopération américaine en Afrique depuis 1962 et la traduction de la volonté de l'Amérique de lutter contre le sous-développement, même si force est de constater que les moyens mis à la disposition des pays africains ont été dérisoires au regard de l'immensité de la tâche et des énormes capacités de la puissance américaine. L'Afrique qui sortait d'un naufrage après avoir subi des siècles de domination esclavagiste puis coloniale, avait alors besoin d'un véritable plan Marshall à l'instar de celui qui permit de sortir l'Europe des ruines de la

seconde guerre mondiale. Or hormis quelques actions qui relèvent plutôt du messianisme américain ou de l'humanitaire, pour l'Amérique l'Afrique était une chasse gardée des ses anciens colonisateurs et elle n'entendait pas déranger ce statut. Les quelques bonnes dispositions de l'Amérique vis-à-vis de l'Afrique ne tarderont pas malheureusement à être éclipsées par des événements mondiaux extra africains.

En effet, à l'issue de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 ou guerre du Kippour, sous l'influence des membres arabes, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) par solidarité avec l'Egypte, invitait ses membres à rompre leurs relations diplomatiques avec Israël. Cet appel a été largement entendu. En effet, tous les pays d'Afrique noire voisins des pays arabes du continent (4) et ceux qui ont une communauté musulmane importante ont rompu leurs relations avec l'état hébreux. Et de manière récurrente chaque sommet des dirigeants de l'OUA ou de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) a été une occasion de soutien à la cause arabe en général, et palestinienne en particulier, demandant le retrait d'Israël des territoires occupés et critiquant le blanc seing américain fait à l'Etat hébreux ; témoin la violente diatribe contre Israël du Premier Ministre malaisien Mahatir Mohamed le 16 octobre 2003 à Putrajaya, dans son discours d'ouverture du dixième sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique, organisation dont est membre ou observateur plus d'un pays africain sur deux . En effet, l'occupation continue des territoires arabes et de la Palestine a contribué à exacerber l'anti-américanisme des populations arabes et des musulmans à travers le monde, et de manière significative au développement d'un intégrisme islamique. Confrontés au soutien inconditionnel de l'Amérique à Israël et à son manque de pression politique suffisante sur ce dernier pour conclure une paix définitive et durable avec ses voisins arabes et face à l'incapacité des régimes arabes à faire front commun contre Israël, les peuples arabes se sont sentis humiliés et victimes d'une ignominieuse injustice. Parallèlement le soutien des Etats-Unis aux régimes arabes corrompus et autocratiques contribuait à exacerber la colère des masses contre leurs dirigeants. La combinaison de l'alliance des Etats-Unis avec l'état hébreux et leur soutien à des régimes coupés des masses finissent par faire d'eux l'ennemi numéro un des islamistes après avoir été leur principal soutien financier, militaire et

diplomatique contre le communisme, notamment contre l'Union Soviétique en Afghanistan. L'islamisme devient très vite le refuge et le dénominateur commun à tous ceux pour qui la voie pacifique de règlement du conflit israélo-arabe a atteint ses limites. C'est désormais un outil efficace d'embrigadement et d'endoctrinement des foules. L'islamisme s'est nourri de la misère et de la pauvreté des masses dont les dirigeants se sont montrés insensibles à la ceinture d'injustice sociale qui les entoure. Il s'est construit dans les mosquées et les écoles coraniques qui sont les choses les mieux partagées. Celles-ci sont souvent construites par les régimes, pensant que la nourriture spirituelle qu'elles dispensent seraient exemptes de toute idéologie qui irait à l'encontre de leur pouvoir autocratique. On assiste alors à un renversement des valeurs. La religion qui naguère est utilisée par les gouvernants conservateurs pour assujettir les masses, s'est avérée être une idéologie révolutionnaire aux mains des islamistes pour les combattre. Devant l'insouciance coupable des dirigeants, les mosquées sont devenues en l'absence de structures officielles d'état, les lieux de solidarité et d'entraide. En Afrique aussi, pendant longtemps et encore aujourd'hui, l'aide des pays arabes du golfe a plus fait la promotion de la religion musulmane, à ne pas confondre avec l'islamisme, que du développement économique. C'est ainsi que les mosquées et les écoles construites souvent à grands frais, ont servi de relais à l'idéologie religieuse en vigueur dans les pays qui ont financé leur construction, enregistrant tout naturellement leurs pulsions islamistes, de nature souvent contestataire pour les régimes en place et progressivement anti-américaine. Il aurait d'ailleurs été inconcevable dans un monde devenu plus « petit » que l'islam « africain » malgré sa nature pacifiste, fût dépourvu de toute influence moyen-orientale. C'est donc dans ces conditions d'un islamisme rampant en Afrique, qu'intervinrent les événements du 11 septembre 2001 que personne n'a vus venir, pas même l'Amérique, obnubilée qu'elle était par son nouveau statut d'unique superpuissance et par l'assurance d'une mondialisation qui se révélera inachevée. L'Afrique se souvient qu'après son désengagement militaire de la Somalie en octobre 1993 suite à la perte de 18 de ses soldats, elle était sortie des priorités de l'Amérique. Il paraît donc évident que son regain d'intérêt pour l'Afrique après le 11 septembre est motivé par la lutte contre le terrorisme et la satisfaction de quelques intérêts vitaux

inavoués, sans négliger la volonté de la superpuissance planétaire de ne pas laisser de zone en dehors de son influence hégémonique. Mais à l'évidence cette lutte pour triompher, doit aller de pair avec celle contre le sous développement facteur de l'instabilité qui a conduit à la déliquescence et à la faillite de certains états comme la Somalie, des états qualifiés par l'administration américaine de « failed states » (Etats échoués), propices à l'implantation de réseaux terroristes. Le défi est donc double et l'Amérique a les moyens de le relever, en a-t-elle seulement la volonté ? Mais gageons qu'elle ne manque jamais de volonté là où ses intérêts vitaux sont en jeu. En effet, l'Amérique tout au long de son histoire a démontré qu'elle est capable de s'engager partout où son intérêt national commande, même au prix d'un mécontentement de ses alliés. C'est ainsi que, si son intervention en Afghanistan a rencontré moins d'opposition en Afrique et à travers le monde, il n'en a pas été de même s'agissant de la deuxième guerre d'Irak, laquelle a rencontré une désapprobation de l'opinion publique africaine et internationale. En outre l'opposition de puissances alliées des Etats-Unis comme la France et l'Allemagne, sans compter la Russie et d'autres pays tels que leurs traditionnels amis arabes, a contribué à détériorer l'image des Etats-Unis dans l'opinion africaine. De surcroît, le fait qu'Israël se trouve parmi les pays qui ont ouvertement approuvé la deuxième guerre d'Irak, a aggravé le développement de l'anti-américanisme dans le monde musulman et en particulier à renforcer et à radicaliser le courant islamiste. Et pire le fait que les armes de destruction massive, raison avouée du déclenchement de la guerre, n'aient pas été trouvées, n'a fait que corroborer la thèse des islamistes qui l'ont qualifiée de croisade contre l'Islam. En effet, les islamistes ne font pas de différence entre l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 et l'invasion de ce même pays en 2001 ou de l'Irak en 2003 par les Etats-Unis, les américains menant de leur point de vue une guerre civilisationnelle contre l'islam comme jadis les soviétiques. En vérité rien ne permet de croire à une telle affirmation. Après cette esquisse du prisme à travers lequel est vue l'Amérique par l'Afrique en général, et par celle de l'islam en particulier, voyons maintenant quels sont les buts visés par les Etats Unis dans leur quête de l'Afrique sahélo-saharienne.

1. LES FONDEMENTS D'UNE NOUVELLE POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS

Ils sont avant tout géopolitiques. Le premier but géopolitique des Etats Unis est l'éradication du terrorisme islamique, qui tout laisse à croire dispose de relais en Afrique . Les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam le 7 août 1998, le double attentat anti israélien de Mombassa le 28 novembre 2002, ceux de Casablanca le 16 mai 2003, le terrorisme islamique algérien contre l'état algérien et l'enlèvement en juin 2003 de touristes allemands et suisses dans le Sahara algérien, sont là pour nous le rappeler. Ces relais sont susceptibles d'être renforcés avec la chute de l'Afghanistan et la traque des terroristes qui s'en est suivie à travers le monde. Il s'agit pour l'Amérique de prévenir l'extension de la menace terroriste à cette partie de l'Afrique à travers une coopération militaire avec les états de la région, avec pour corollaire l'acceptation par ces derniers d'une présence militaire US sur leur sol. En ce début d'année 2004 il y a une accélération de cette présence dans le nord du Mali et le sud de l'Algérie, sous forme de détachement auprès des armées de ces pays, de conseillers ou d'experts spécialisés dans la lutte anti-terroriste et dotés d'équipements sophistiqués dont des drones appuyés par les capacités de renseignements aériens et spatiaux de l'armée américaine. La coopération militaire des Etats-Unis avec les cinq pays sahariens que sont la Mauritanie, le Mali, le Niger, l'Algérie et le Tchad, est désormais effective sur le terrain. Les quatre derniers pays ont décidé en outre de renforcer leur coopération pour lutter efficacement contre le fléau terroriste. Indépendamment de la lutte anti-terroriste, une présence militaire même minime placerait les Etats-Unis dans une position confortable pour assurer la protection des sources d'approvisionnement en pétrole du golfe de Guinée et de l'Angola, sans compter le Tchad nouveau producteur ou la Mauritanie producteur à l'horizon 2006 ; le Mali et le Niger étant de potentiels producteurs. Ce qui nous conduit au deuxième but géopolitique qui est le contrôle d'une région qui regorge de réserves pétrolières susceptibles d'être une alternative au pétrole du Moyen Orient où les Etats-Unis font l'objet d'une hostilité croissante des populations et enregistrent un refroidissement de leurs relations avec les dirigeants, conséquence du 11 septembre

pour les uns, et pour tous faute d'être parvenus à établir un nouvel ordre international (new world order) comme le promettait Bush père à l'issue de la première guerre du golfe. Ce nouvel ordre devrait se traduire par un règlement juste du conflit israélo-palestinien et par la promotion de la démocratie dans la région, cette dernière n'étant pas d'ailleurs du goût des dirigeants arabes qui sont loin d'être des démocrates. Les Etats Unis sont en effet désireux de diminuer leur dépendance pétrolière vis-à-vis du Moyen Orient, de l'Arabie Saoudite en particulier. La réalisation de son second objectif est déjà fort bien entamée, à voir le regain d'activité des compagnies pétrolières américaines dans le golfe de Guinée . Elle ne demande qu'à être consolidée face à un nationalisme arabe aux accents de fondamentalisme islamique qui s'oppose à la tentative des Etats-Unis de contrôler les ressources pétrolières du monde arabe, tentative dont les deux guerres d'Irak seraient les manifestations. Le 11 septembre a eu pour conséquence le renforcement de l'engagement des Etats Unis à soutenir la recherche pétrolière en Afrique, à s'assurer le contrôle des ressources pétrolières là où elles existent, tout en prévenant la contagion terroriste. Pour atteindre leurs objectifs les Etats-Unis ont opté pour la combinaison des actions de sécurité et de développement économique, convaincus que les « Weak States » (Etats faibles) et les « Collapsed States » (Etats effondrés) constituent une menace pour la sécurité. Aussi seraient-ils engagés à promouvoir le développement économique de ces pays pour parer aux crises politiques et sociales dont ils ne sont pas à l'abri. Ainsi, Mr William Bellamy, principal sous-secrétaire d'Etat aux affaires africaines, dans une déposition devant la commission des relations étrangères du sénat en avril 2003 déclarait : « ...au moment où la lutte à l'échelle mondiale contre le terrorisme et les efforts en vue d'éliminer les armes de destruction massive en Irak ont capturé l'attention du monde entier, nous ne pouvons pas nous permettre de négliger l'Afrique.... Notre engagement en Afrique fait avancer nos intérêts tant dans le domaine de la lutte contre le terrorisme que dans celui de la promotion de la démocratie et de nos débouchés en matière de commerce et d'investissement... » (5). En effet, les Etats-unis en tant qu'unique superpuissance, se voient investis d'une responsabilité mondiale et ne peuvent donc se désintéresser de menace pour la sécurité dans une partie du monde, aussi éloignée et isolée soit-elle ; car comme l'a démontré l'attaque du 11 septembre

2001, le danger peut venir de partout. La « rupture stratégique » du 11 septembre a fait évoluer le concept de la sécurité en faisant apparaître le continuum qui existe entre les évènements. La sécurité est désormais globale et nécessite une réponse globale. Sécurité intérieure et sécurité extérieure sont désormais intimement liées. Ainsi la « homeland security » (sécurité intérieure) et la sécurité extérieure des Etats-Unis sont inséparables. En effet, depuis le 11 septembre 2001 les Etats-Unis ont procédé à une profonde révision de leur stratégie en matière de sécurité, notamment en repensant le déploiement de leurs troupes à travers le monde et en coopérant étroitement avec les services de sécurité de pays auparavant ignorés dans ce domaine. Ainsi le Wall Street Journal (6) sous la plume de Greg JAFFE écrivait en juin 2003 et nous traduisons :

« Washington---Le Pentagone prévoit de réduire de manière significative les forces US au nombre de 70.000 hommes en Allemagne... et positionner davantage de troupes en Afrique et dans le Caucase, au motif de l'importance accrue que les Etats-Unis placent dans la protection des réserves de pétrole en Afrique et dans le Caucase non loin de la mer Caspienne et aussi de répondre à la menace terroriste

.....
En Afrique, les officiels du département de la défense disent que les Etats-Unis pourraient augmenter leur présence jusqu'à 5.000 à 6.000 hommes dont 1.500 marines et forces spéciales basés présentement à Djibouti. Ces troupes seraient stationnées dans une douzaine de bases semi-permanentes en Afrique.....

En Afrique du Nord, les officiels du Pentagone cherchent à établir des bases semi-permanentes en Algérie, au Maroc et en Tunisie. En outre, les Etats-Unis envisagent l'utilisation de bases secondaires au Sénégal, au Ghana, au Mali et au Kenya. Les officiels US disent que la mission principale des forces américaines serait d'assurer la protection si nécessaire des champs pétroliers du Nigeria qui pourrait à l'avenir produire jusqu'à 25% du pétrole importé par les Etats-Unis. »

Il convient d'ajouter à ce qui précède que l'Amérique se fixe comme objectif l'augmentation de son approvisionnement en pétrole africain à 25% d'ici les horizons 2015 contre 15% aujourd'hui. Notons que le pétrole africain représente seulement environ 11% de la production mondiale contre 25% pour les pays du golfe. La

production africaine devrait augmenter avec l'apparition de nouveaux producteurs tels que le Tchad, pays dont la population est à moitié musulmane et d'autres potentiels producteurs comme la Mauritanie (en 2006), autre pays musulman et bien d'autres (voir annexes). Notons que selon Pascal Boniface, « dans les vingt prochaines années, la consommation américaine devrait augmenter d' un tiers. La production nationale ne représentera plus alors que le quart de la consommation. Les prévisions tablent sur une production de 350 millions de tonnes par an et un besoin de 1300 millions de tonnes. »(7), preuve du besoin croissant des Etats-Unis d'importation de pétrole et de la nécessité pour eux de diversifier leurs sources d'approvisionnement.

2. AUTOPSIE GEOPOLITIQUE ET RELIGIEUSE DES PAYS DE LA ZONE SAHELO-SAHARIENNE

La zone sahélo-sahararienne couvre un immense espace désertique s'étendant de la côte occidentale à la côte Est du continent africain, c'est à dire des frontières du Sénégal et de la Mauritanie sur l'océan atlantique à celles de la Somalie et du Kenya sur l'océan pacifique, en passant par le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. La présente étude concernera principalement la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad qui sont les quatre états sahariens de l'Afrique de l'Ouest et accessoirement le Sénégal et le Nigeria. On ne peut en effet parler de cet ensemble géographique sans parler du Sénégal et du Nigeria. Il est important de noter que ces deux pays avec la Mauritanie font partie de ceux qui ont signé des accords bilatéraux avec les Etats-Unis pour ne pas appliquer la juridiction de la Cour Pénale Internationale (CPI) aux citoyens américains. Sa position géographique au flanc Ouest du continent dont il est la porte sur les Amériques confère au Sénégal une position géostratégique et son rôle au sein de l'Afrique francophone en fait un acteur régional influent. Quant au Nigeria, il est la puissance régionale par excellence. Sa position géographique sur le golfe de Guinée, son poids économique et démographique en font un acteur incontournable. Au Niger, pour illustrer l'importance des relations avec son grand voisin, on a coutume de dire « quand le Nigeria éternue le Niger est déjà sur le lit d'hôpital ». Même si l'Afrique selon les critères établis par l'américain Zbigniew Brezezinski dans son « Grand Echiquier » (8) est quantité négligeable, un no man's land géopolitique, on ne peut exclure de la voir devenir un pion dans un avenir proche sur ce grand échiquier au vu de l'intérêt que les Etats-Unis lui portent dans le cadre de la redéfinition de leurs nouvelles alliances. Ainsi le Sénégal et le Nigeria si l'on respecte la définition de Brezezinski, seraient en Afrique de l'Ouest des « pivots géopolitiques ». Le Nigeria en tant puissance régionale dominante à l'échelle africaine serait un « joueur géostratégique » et représenterait une tête de pont pour les Etats-Unis. En effet le département d'état des Etats Unis a clairement indiqué dans sa publication sur la Stratégie Nationale de Sécurité 2003 (The National Security Strategy of the United states of America) les principes qui sous-tendent leur politique à l'égard de l'Afrique :

« 1) les pays influents sur le plan régional tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, et l'Éthiopie sont des têtes de pont (anchor states ou pays d'ancrage) pour un engagement régional. Ces pays méritent notre attention.

2) la coordination avec les alliés européens et les institutions internationales est essentielle pour une médiation constructive des conflits et la réussite des opérations de maintien de la paix ;

3) Les pays africains qui ont adopté des réformes démocratiques et les organisations sous-régionales doivent être renforcés comme principaux atouts pour faire face aux menaces transnationales sur une base durable. »

La région sahélo-saharienne est caractérisée par sa continuité géographique et sa très grande étendue dont la contrôlabilité n'est assurée totalement par aucun des états, ce qui permet la floraison de tous les trafics, mais surtout elle offre un terrain favorable à l'implantation de réseaux Al Qaeda pouvant s'adosser aux repaires des anciennes rebellions du Mali, du Niger et du Tchad . Des éléments du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) qui opère dans le sud algérien mènent des incursions dans ces trois pays limitrophes de l'Algérie. On sait par ailleurs, que bien avant le 11 septembre 2001, des émissaires de Al Qaeda, avec l'aide des islamistes algériens, ont sillonné cette région dans le but d'y aménager des bases de repli et de lancement d'opérations en Europe et au Maghreb contre des intérêts occidentaux. L'élimination le 12 septembre 2002 par l'armée algérienne au cours d'une opération dans les maquis de l'Est algérien du yéménite Emad Abdelwahid Alwan alias Abou Mohamed, recherché par le FBI, est venue confirmer la connivence entre les islamistes algériens et Al Qaeda dont il était le représentant en Afrique du nord et dans les pays du Sahel. Les Etats-Unis qui collaborent étroitement avec les autorités algériennes depuis le 11 septembre en matière de lutte contre le terrorisme ont d'ailleurs aidé à son identification grâce à des tests ADN conduits par des experts de la CIA. Maillon essentiel de la lutte contre le terrorisme islamique, l'Algérie est le premier bénéficiaire de cette nouvelle orientation. En effet, il est à craindre qu'avec l'intensification de la traque anti-terroriste à travers l'Asie, l'Europe, le Moyen Orient et le Maghreb, l'Afrique subsaharienne ne devienne le bastion du terrorisme islamique. Dans la logique des stratèges occidentaux, américains en particulier, l'islamisme ou l'islam

radical est depuis les évènements du 11 septembre 2001 le principal ennemi de l'occident judéo-chrétien. Aussi, il s'agit de faire en sorte que Al Qaeda n'étende son action sur le no man's land du Sahara africain propice à la prolifération et à la dissémination de petits foyers terroristes bien organisés par ailleurs. Il n'est pas nécessaire de rappeler que Ben Laden, en habile stratège, a par le passé déplacé opportunément son centre de commandement du Soudan vers l'Afghanistan, tout en maintenant des centres d'entraînement actifs en Somalie et au Yémen.

Les historiens datent le début de la pénétration de l'islam en Afrique Subsaharienne à la fin du VII^e siècle, s'enracinant progressivement jusqu'à supplanter les religions traditionnelles. La zone sahélo-saharienne en particulier a connu une forte islamisation, l'islam devenant minoritaire au fur et à mesure qu'il descend vers l'équateur. A l'origine et de nos jours toujours majoritairement sunnite, appelé tantôt africain, tantôt noir ou modéré, l'islam d'Afrique se veut tolérant, pacifique et rassembleur. Il a pendant des générations joué un rôle unificateur, coexistant pacifiquement avec la chrétienté et les religions traditionnelles africaines, et mieux dans les grands centres il a toujours entretenu des relations cordiales avec l'église catholique. L'activisme islamique ne date pas du 11 septembre 2001, mais a depuis connu un regain d'intensité. Sans revenir sur ce que d'aucuns ont dit sur le rôle central que le wahhabisme (9) a joué dans les événements du 11 septembre, force est de reconnaître que ce courant de l'islam né en Arabie a prospéré à la faveur des relations fructueuses que l'Arabie Saoudite entretenait avec les pays musulmans de cette région, des pays qui ont souvent bénéficié d'elle d'aides multiformes et de divers investissements ; ce qui ne fait pas de l'Arabie saoudite qui a toujours été un régime modéré allié des Etats-Unis, un soutien du terrorisme islamiste, bien au contraire ; d'ailleurs qui plus que les Etats-Unis a soutenu Ben Laden ? L'Arabie et le Kuwait financent des associations fondamentalistes dont l'idéologie modérée est opposée à celle de la République Islamique d'Iran de type révolutionnaire à l'image de sa révolution islamique. Conservateur ou révolutionnaire, ces deux courants du fondamentalisme islamique cohabitent et rivalisent en prosélytisme et en actions sociales dans la plupart des capitales de l'Afrique de l'Ouest. On peut citer l'action

très appréciée du centre médical « Clinique d'Iran » ouvert à toutes les catégories sociales, qui dispense gratuitement des consultations et des soins médicaux de première nécessité accompagnés de don en médicaments génériques. Au Sahel, l'idéologie islamiste s'enracine au fur et à mesure que s'accroît la misère des populations, et d'autant plus efficacement que les mosquées, lieux de prêches, sont aussi le cadre social où s'expriment la solidarité et l'entraide. Des écoles financées par le courant islamiste ouvrent leurs portes à des enfants de plus en plus nombreux que le système éducatif national d'état ne parvient pas à scolariser. Les islamistes voient leurs rangs grossir par tous ceux que le « développement » laisse en marge et qui sont la majorité. L'islamisme devient progressivement la voix du peuple « la vox populi » et désormais ne s'exprime pas seulement que dans les mosquées ou dans les écoles, mais aussi dans les rues. Il devient un instrument politique de conquête du pouvoir et se fait même courtiser par les leaders politiques. C'est ainsi qu'il est devenu courant à l'approche des échéances électorales de voir les hommes politiques qui n'ont le plus souvent de programme politique que la prise du pouvoir, faire les yeux doux aux islamistes qui constituent une masse d'électeurs potentiels. L'irresponsabilité et la mauvaise gouvernance des dirigeants africains, de la fin de la période coloniale à nos jours, n'a fait que contribuer à la dégradation des conditions de vie des populations africaines, offrant ainsi un terreau à l'intégrisme religieux, musulman comme chrétien. On assiste en effet à un déferlement des églises indépendantes avec des moyens d'évangélisation ultramodernes (émissions vidéo satellites, radiotélévisées et autres.) des églises venues d'Amérique de type anglican ou presbytérien avec à leurs têtes des jeunes évêques charismatiques. Le prosélytisme des églises anglicanes et protestantes a provoqué l'effondrement de l'église catholique sœur, mais rivale, faute de moyens financiers comparables. L'église catholique est réduite à un rôle de représentation auprès des institutions officielles des Etats, étant la plus ancienne à s'être implantée dans les pays et bénéficiant de la caution diplomatique du Vatican. Son implantation a en effet généralement précédé l'arrivée de l'administration coloniale. Nouvellement venues, les églises évangéliques et pentecôtistes américaines ont fait une progression remarquable dans les pays de la zone sahélo-saharienne malgré l'ancre millénaire de l'islam. Ainsi les Organisations Non Gouvernementales

(ONG) de missionnaires telles que World Vision et les Assemblées de Dieu font légion, répandant « la bonne parole » sous couvert d'aide humanitaire et sanitaire. L'absence de réel développement dans ces pays a provoqué un déferlement de prosélytisme de toutes les religions. En effet ce prosélytisme chrétien qui a pris pied dans la périphérie sud de la bande sahélo-saharienne à dominance chrétienne a étendu progressivement ses tentacules dans le nord à majorité musulmane, un nord qui connaît à son tour un regain d'islamisation financée par les pays arabes du golfe et l'Iran. Encouragés si ce n'est officiellement, au moins officieusement par le gouvernement américain avec l'appui discret de ses représentations officielles, les églises baptistes et évangélistes américaines avec à leurs têtes des prédicateurs au style moderne forcent leur place dans les pays du Sahel bastion de l'islam qui s'y est installé depuis plus d'un millénaire. Tous les moyens sont mis (construction d'églises, d'écoles, de centres de santé,...) pour contrer la religion rivale avec la bénédiction des officiels américains. Cet appui n'est pas toujours couronné de succès. C'est ainsi que malgré une intervention de l'ambassade des Etats-Unis, le gouvernement nigérien ne put obtenir l'accord des populations de la ville de Say, une ville considérée comme sainte, pour y implanter une église américaine. La réputation historique de cette ville lui a valu d'ailleurs d'être choisie par l'Organisation de la Conférence Islamique pour financer la construction d'une université islamique ouverte à toutes les disciplines de l'enseignement moderne. Le gouvernement et l'ambassade durent reculer devant la furie des populations locales. Cette irruption d'un autre prosélytisme dans le paysage religieux des pays du Sahel, avec leurs gourous modernes « made in America », n'est pas du goût d'un islam qui a toujours exercé son monopole dans cette partie de l'Afrique. Cette contrariété a contribué à la radicalisation d'un intégrisme rampant qui a fait son lit sur la misère et le désespoir des populations. Ne dit-on pas que « un homme qui croit est un homme qui espère ». Alors comment dans ces conditions ne pas se laisser tenter par les mouvances religieuses qui, outre la nourriture spirituelle qu'elles procurent, sont empreintes d'une solidarité et d'un humanisme qui manquent à l'état ? Cependant, à la différence de son rival chrétien plus discret, le prosélytisme musulman ou plutôt islamiste est vindicatif et développe une certaine intolérance. Cet islam dit modéré est aujourd'hui sous l'influence de prédicateurs d'un genre nouveau

dont le sermon véhicule la haine de l'occident et fait l'apologie de l'islamisme radical. Ces imams modernes de la foi islamique sont instruits dans les universités religieuses du Moyen Orient et se distinguent de l'ancienne génération d'imams par leur engagement politique et leur grande culture générale. Ils sont en relation avec des « barbus » venus du nord (Algérie et Maroc) ou de l'Est (Moyen Orient), connus pour leur radicalisme. Ces nouveaux imams qui maîtrisent bien les outils de la communication ont l'art d'exploiter habilement à leur profit les ressentiments d'une jeunesse désœuvrée et à l'avenir plein d'incertitude. On assiste ainsi sous leur impulsion à la multiplication des écoles musulmanes en compétition avec les écoles publiques, ainsi que des ONG et associations islamiques en compétition avec des ONG chrétiennes à financement occidental. Leur éclosion a été favorisée par l'émergence des mouvements démocratiques et de la démocratie après la chute du mur de Berlin. Ces écoles trouvent leur prolongement dans les universités des pays arabes où sont formées les futures élites d'une rhétorique moderne et engagé, contrairement à l'islam traditionaliste qui est de nature pacifiste et tolérante. Il apparaît néanmoins que l'esprit de coexistence pacifique entre les deux tendances prévaut dans la plupart des pays. C'est le cas notamment au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad. L'ouverture démocratique qui, dans certains pays a provoqué l'affaiblissement des structures d'état qui ne sont plus en mesure de jouer leur rôle, a eu pour conséquence l'irruption dans le champ politique de nouveaux acteurs. En Afrique subsaharienne et particulièrement dans les pays francophones, on ne peut dissocier l'émergence de la démocratie du discours de la Baule du président français François Mitterrand en juin 1990 (10). Ce discours historique sonnera le glas des régimes à parti unique et entraînera à l'instar de l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, leur démocratisation quand ce n'est pas leur mort pure et simple. La démocratisation des régimes a aussi permis l'éclosion de médias privés indépendants dans l'espace audio visuel. Les radios privées rivalisent de temps d'antenne dans la diffusion des émissions islamiques et dans certains cas supplantent les radios nationales d'état favorables par tradition au courant islamique modéré qui est la représentation officielle de l'islam. Des radios et des journaux à vocation islamique assurent la permanence des prêches en dehors des horaires habituels de fréquentation des mosquées. C'est le cas de Lamp-

Fall FM au Sénégal, Radio Bonfeyré au Niger, pour ne citer que celles là. Notons qu'au Niger Radio Anfani diffuse la prière de vendredi en direct de la Mecque malgré le décalage horaire, même si cette prière au Niger ne se déroulera que deux heures plus tard. En Mauritanie arabophone et dans une moindre mesure au Sénégal et au Nord Nigeria, la chaîne privée du Qatar Al Jazeera a une audience non négligeable. Cette chaîne s'est imposée dans la concurrence du direct à la chaîne américaine CNN en diffusant les images de la deuxième guerre d'Irak et surtout une autre analyse de l'information ; ce qui eut pour conséquence le développement dans les opinions publiques de ces pays d'un anti-américanisme même chez ceux qui ne sont pas forcément intégristes. Mais en règle générale les médias religieux jouent surtout un rôle d'éclairage sur la religion, en s'employant à être accessibles aux couches les plus défavorisées par l'usage des langues locales comme outils de communication, la majorité de la population n'étant pas arabophone. La puissance publique de son côté s'emploie par le biais d'une instance de régulation à éviter tout dérapage. Voyons maintenant l'état de la poussée islamiste par pays et des relations avec les Etats-Unis sur le plan de la coopération militaire et sécuritaire.

2.1 LE SENEGAL

Pays musulman à plus de 95%, le Sénégal se distingue par l'implication des leaders religieux dans le jeu politique national, agissant directement sur le jeu électoral, allant jusqu'à se porter candidat comme ce fut le cas lors des élections présidentielles de mars 2000 qui ont porté Abdoulaye Wade au pouvoir. L'islam est vécu ici comme un enjeu politique incontournable. Dans ce pays les leaders politiques ont de tous temps flirté avec les leaders islamiques appelés respectueusement marabouts, appellation consacrée au Sénégal. Ainsi la question religieuse a toujours constitué un fond de commerce pour les hommes politiques de tous bords. Les périodes électorales ont toujours été propices au clientélisme envers les marabouts. De nos jours on assiste à l'émergence de jeunes marabouts talentueux et charismatiques éduqués dans les universités du monde arabe, maniant l'art de la rhétorique islamique avec brio et habileté. On ne peut d'ailleurs négliger l'apport du mouvement islamique Dahiratoul

Moustarchidina Wal Moustarchidaty (11) dirigé par le charismatique marabout Moustapha Sy, un descendant direct de marabout, à la victoire de l'opposant Wade. Paradoxalement, et il est important de le souligner, malgré l'influence des confréries religieuses musulmanes, le Sénégal est rappelons le, l'un des rares pays africains à jouir d'une stabilité politique depuis son indépendance en 1960. L'élection présidentielle de Mars 2000 qui a vu l'avènement d'une alternance démocratique avec la victoire du leader de l'opposition a été une consécration de la démocratie sénégalaise et de son exemplarité dans le contexte africain. Sans répression politique de la part de l'état, le mouvement islamique au Sénégal est resté pacifiste. En effet, à part quelques manifestations de rue bien encadrées contre la guerre du golfe en 1991, contre celle d'Afghanistan en 2001 et la deuxième guerre d'Irak en 2003, le courant islamique sénégalais est demeuré un mouvement démocratique s'exprimant à travers les médias écrits et parlés, cohabitant pacifiquement avec les acteurs socio-politiques et religieux. Au cours de ces manifestations on a pu entendre des slogans anti-américains mais sans violence manifeste. Les pourfendeurs de l'Amérique restent minoritaires et sans aucune capacité de nuisance. Malgré sa politisation, la libre expression du discours religieux a eu pour conséquence positive l'absence d'un sentiment d'exclusion qui aurait pu pousser les religieux à la radicalisation. En tant qu'acteurs participant à la vie politique les leaders religieux ont souvent été confrontés au rejet des citoyens quand ils ne sont pas en phase avec leurs revendications. Il en a été ainsi lors des élections de 2000 qui ont vu le désaveu de certains religieux par les électeurs qui ont voté en toute conscience sans se sentir obligés de suivre les consignes de vote de leurs leaders religieux. Les électeurs ont fait la démonstration de leur maturité politique en dissociant leur choix politique de leur foi religieuse, montrant ainsi les limites de l'instrumentalisation de la religion. Malgré leurs prises de position politiques, les mouvements islamiques sénégalais sont plutôt ancrés dans le combat pour l'éducation islamique des masses au sens de la sauvegarde d'une culture islamique et de la lutte contre les maux de la société sénégalaise. Chez ces leaders islamiques, la politique est un moyen de s'affirmer sur la scène nationale en véhiculant les enseignements du coran et d'influer sur les décisions politiques. Les mouvements islamiques sénégalais n'échappent pas néanmoins à l'influence des islamistes arabes et

des associations « sœurs » du Moyen Orient avec lesquels ils entretiennent des relations suivies et qui sont leurs pourvoyeurs de fonds. L'esprit de tolérance traditionnel des sénégalais est le meilleur garde-fou contre la radicalisation des mouvements islamiques et leur transformation en islamo-terrorisme. Ce vivre ensemble pacifiquement est le credo de ce pays qui se proclame terre de teranga (12), pour dire d'hospitalité légendaire qui fait sa réputation et la fierté des sénégalais. Chrétiens et musulmans se côtoient et cohabitent sans heurts dans un esprit de fraternité. L'alliance du modernisme et de l'islam a fait de l'islam sénégalais un islam progressiste.

La coopération militaire est un volet important des relations des Etats-Unis avec le Sénégal. Ses participations anciennes et répétées aux Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies ont conféré à l'armée sénégalaise une indéniable bonne réputation, image renforcée par le fait qu'elle est l'une des rares armées africaines à être restée en dehors de la scène politique. Elle bénéficie de plusieurs programmes d'aide dans le cadre de la coopération militaire américaine, notamment la fourniture d'équipement et la formation. Plusieurs cadres militaires ont subi des stages dans les écoles et centres de formation de l'armée américaine. Des instructeurs militaires américains ont pour leur part participé à la formation au Sénégal d'unités de l'armée de terre sénégalaise dans le cadre du renforcement de ses capacités à participer aux missions OMP des Nations Unies, de l'Union Africaine ou de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

2.2 La Mauritanie

Partagée entre une communauté blanche arabo-berbère et une communauté négro-africaine proche de l'Afrique subsaharienne, du Sénégal en particulier, la République Islamique de Mauritanie a fait depuis son indépendance en 1960 de la religion musulmane le ciment de son unité et le pouvoir politique de tout temps et sous tous les régimes y puise sa légitimité. C'est en effet la religion de toutes les communautés. Elles l'ont adoptée depuis sa pénétration dans cette partie du continent aussi tôt qu'au

IXième siècle. La Mauritanie se singularise par le fait qu'il est de tous les pays objet de notre étude, le seul à s'être proclamé islamique. Pour ce pays qui s'est consacré constitutionnellement République islamique, l'islam ne saurait être l'apanage exclusif d'un parti politique. Cela se traduit par une mise au pas de toutes les organisations qui revendiquent l'islam. Cette attitude a réduit la liberté de manœuvre des mouvements islamistes en freinant leur expansion. L'importance du fait religieux en Mauritanie fait que le pouvoir politique s'en est approprié le monopole et le contrôle. Il considère que tout courant qui est en dehors de son contrôle n'est pas musulman mais plutôt islamiste et extrémiste, et par conséquent bon à réprimer avec vigueur. On peut rappeler qu'en 1990 la Mauritanie a participé activement avec les autres pays de l'Union du Maghreb Arabe dont elle est membre, à l'élaboration d'une politique commune de répression à l'égard des islamistes algériens du Front Islamique du Salut (FIS), parti interdit en Algérie voisine. Ainsi des islamistes algériens furent expulsés sans ménagement du pays et à l'intérieur leurs réseaux furent démantelés. Mais malgré la répression, l'émergence de l'islamisme dans le champ politique mauritanien est une réalité comme l'est l'omniprésence de la force de l'autorité de l'état pour le contrer rigoureusement et vigoureusement. L'état qui se dit islamique s'est adjugé le contrôle de toutes les institutions se réclamant de la religion. Ainsi, les ministères de tutelle (justice, enseignement religieux et culture) et un Haut Conseil Islamique sous le contrôle de l'état jouent les organes régulateurs. Après le 11 septembre 2001 le ministère des affaires religieuses s'est arrogé le contrôle des mosquées en nommant des imams proches du pouvoir, une façon de prévenir tout dérapage de prêche. Ces imams sont chargés de promouvoir la modération religieuse et de chasser l'extrémisme des mosquées. Le président mauritanien qui s'était rangé du côté de l'Irak pendant la première guerre du golfe a opéré un virage à 180° en rompant avec l'Irak en 1995 et à l'intérieur, en coupant les ponts en 1996 avec le parti Attalia proche du parti Baath irakien. La Mauritanie rétablit en octobre 1999 des relations diplomatiques avec Israël avec lequel elle a ouvert un bureau de liaison depuis 1993. Cette reconnaissance de l'état d'Israël a été pour l'opposition islamiste et nationaliste arabe la manifestation la plus outrancière de la politique pro-américaine du président Ould Taya. Les manifestations d'hostilité à l'égard des Etats-Unis lors du déclenchement de la

deuxième guerre d'Irak a été une occasion pour Ould Taya de procéder à l'arrestation d'activistes proches du Baath irakien ou favorables à Saddam. L'islamisme est sous contrôle en Mauritanie et la tentative le 08 juin 2003 de remise en cause du pouvoir par un coup d'état inopportun n'a fait que renforcer le pouvoir d'état. Cette tentative a inquiété les Etats-Unis et de nombreux autres pays dont Israël, au regard de la personnalité de son auteur le Colonel Saleh Ould Hannena. Ce dernier avait été exclu de l'armée pour indiscipline caractérisée et est qualifié de proche de Saddam Hussein. Il est connu pour son opposition notoire à la politique pro-américaine du président. L'échec du coup a été l'occasion pour les Etats-Unis de manifester leur solidarité au régime et mieux de consolider leurs relations avec ce pays afin qu'il demeure un exemple. En effet les Etats-Unis dès le lendemain ont dépêché une trentaine de militaires des forces spéciales (13) pour assurer la protection de leur ambassade et de leurs ressortissants, mais s'agissait-il seulement de la protection de l'ambassade ? On peut en douter quand on sait l'intérêt tout particulier qu'ils attachent à ce pays qu'ils qualifient d'ami (14) des Etats-Unis. Ajoutons que les rescapés de la tentative de coup d'état se sont évaporés dans la nature ou plus précisément dans ce no man's land désertique à cheval sur les frontières de la Mauritanie, du Mali et de l'Algérie. Le renversement du pouvoir de Ould Taya par la force demeure leur objectif principal et pour atteindre cet objectif, ils n'hésitent pas à s'allier aux salafistes algériens et à des éléments irréductibles des anciennes rebellions armées touaregs du Mali. Le président mauritanien se situe résolument dans la lutte contre le terrorisme international en réprimant par la force toutes les vellétés d'inspiration islamiste. Il est à noter que pour marquer sa coopération dans la lutte anti-terroriste le gouvernement mauritanien n'hésita pas au lendemain du 11 septembre 2001 à extradier vers les Etats-Unis le représentant d'Al Qaeda en Mauritanie en la personne de Ould Cilahy. L'établissement des relations diplomatiques avec Israël constitue un symbole fort et a ouvert des perspectives d'une coopération fructueuse avec les Etats-Unis qui trouvent en ce pays un exemple en Afrique et dans le monde arabe et musulman. Pays à la fois musulman, arabe et africain, ayant d'excellentes relations avec Israël et engagé aux côtés des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme islamique, la Mauritanie est l'archétype même du modèle que les Etats-Unis voudraient voir faire école dans une région à

majorité musulmane. La coopération militaire constitue un volet important des relations entre les Etats-Unis et ce pays. Ainsi, outre la formation des élites, les Etats-Unis envisagent de former et d'équiper un bataillon de fusiliers commandos sur le modèle des marines américains. La marine mauritanienne n'est pas en reste, elle sera également entraînée et équipée pour assurer une meilleure surveillance des côtes. L'aspect le plus important de cette coopération est l'entraînement à la lutte contre le terrorisme, sur mer comme à l'intérieur du pays où des unités spéciales de l'armée mauritanienne, souvent renseignées par les américains, conduisent des patrouilles. De source bien informée cette coopération est appelée à connaître un accroissement notable au cours de l'année 2004. En effet, des instructeurs militaires américains sont à pied d'œuvre depuis janvier 2004 pour la formation des unités chargées de la surveillance des frontières mauritaniennes.

Les potentialités pétrolières dont regorgent ce pays et leurs futures exploitations annoncées pour fin 2005 par des sociétés américaines finiront d'achever son ancrage dans le camp américain. Il ne serait pas exagéré de dire que l'ordre anti-islamiste règne en Mauritanie et les perspectives reluisantes des retombées financières du pétrole, si elles sont bien utilisées, ne feront que renforcer le pouvoir de l'état et sa crédibilité auprès des populations. Il sera alors possible à une Mauritanie stable de faire à son rythme son chemin vers une démocratie apaisée. Gageons que les Etats-Unis dont l'influence sur la Mauritanie et son intérêt pour ce pays sont réels, œuvreront pour que l'exception mauritanienne fasse des adeptes.

2.3 LE NIGERIA

Après avoir évoqué plus haut l'importance stratégique du Nigeria pour la superpuissance américaine, voyons maintenant ce qui fait la faiblesse de cette puissance sous-régionale. Ce géant au pied d'argile renoue avec la démocratie en 1999 après une longue période sombre marquée par une succession de coups d'état militaires. L'ex-général Olesgun Obasanjo accède démocratiquement au pouvoir en mai 1999 avec l'appui d'un nord discrédité par des décennies de dictature militaire

dirigée par des généraux prédateurs originaires de cette région. Ces généraux qui ont pillé les ressources du pays ont eu pour principaux alliés les hommes d'affaires sudistes comme nordistes et les religieux du nord avec lesquels la corruption est organisée et le pays mis sous la coupe réglée de l'affairisme d'état. Le général président démocratiquement élu eut pour défaut, entre autres, de n'avoir pas su renvoyer l'ascenseur à cette aristocratie et lobby islamo-affairiste, en ne fermant pas les yeux sur les crimes politiques et les détournements des deniers publics. Conséquence, ayant perdu le pouvoir militaire et politique suite à une restructuration bien menée par Obasanjo, l'affirmation de l'identité religieuse du nord reste aux yeux de certains politiciens véreux l'unique recours pour saboter le régime issu d'élections libres et démocratiques, avec pour objectif de le faire tomber. On ne peut cependant nier que le népotisme caractérisé et quelques maladresses du pouvoir ont contribué à exacerber les frustrations d'un Nord qui se sent trahi et abandonné à son sort. Même si on enregistre par ailleurs, un peu partout en Afrique subsaharienne, une progression du fondamentalisme musulman et de façon plus marquée dans les pays du Sahel, le Nigeria est le seul pays où elle occasionne de violentes échauffourées entre musulmans et chrétiens ; c'est surtout le seul où la loi islamique, la charia, est rigoureusement appliquée sous la pression des islamistes radicaux, bien qu'elle reste limitée à sa partie septentrionale. Là aussi, les manipulations politiques n'en sont pas étrangères. En effet, sous le règne des dictatures militaires, les tensions entre les principales communautés de confessions différentes, résultaient rarement en affrontements violents. Elles se sont avivées et sont devenues plus fréquentes avec l'avènement d'un régime civil démocratiquement élu avec à la tête un président sudiste et chrétien, d'ethnie Yorouba, la deuxième ethnie en importance numérique après les Haoussas musulmans du nord. De là à penser que certains politiciens ou hommes d'affaires qui ont profité des régimes militaires voudraient, en attisant les tensions ethniques et religieuses, apporter la démonstration que seul un régime militaire est en mesure de faire régner l'ordre au Nigeria, le pas est vite franchi. On notera par ailleurs une radicalisation du mouvement islamique nigérian depuis le déclenchement de la deuxième guerre d'Irak par les Etats-Unis. L'incapacité du régime civil à empêcher l'adoption de la loi islamique par les états musulmans du nord relève d'une faiblesse

du régime et ou d'un laisser aller du au fait que les richesses de ce pays sont principalement au sud, le pétrole notamment, et pourquoi pas à une certaine indifférence du sudiste et chrétien Obasanjo devant un nord musulman qui se meurt et que les investisseurs fuient. La question reste posée.

Faiblesse ou indifférence, Obasanjo a fait preuve d'une résistance insoupçonnée et d'une habileté politique qui lui a valu d'être réélu en mai 2003 pour un second mandat. Cela a été rendu possible grâce au soutien de la communauté internationale, mais surtout à sa connaissance de la classe politique nigériane et le fait non négligeable que l'exploitation du pétrole, principale richesse du Nigeria, situé au sud, n'est pas affectée par les heurts interconfessionnels du nord. A l'évidence, l'activisme islamique ne peut à lui seul faire tomber le régime. Il n'en demeure pas moins que les islamistes dont les relations avec le Moyen Orient se sont consolidées à la faveur des échanges commerciaux et culturels deviennent vindicatifs. Les islamistes du Nigeria se font le porte-flambeau de l'islam radical en Afrique de l'ouest, ambitionnant même de l'exporter dans les pays voisins. L'état le plus peuplé d'Afrique, près de 120 millions d'habitants, avec plus de 40% de musulmans, majoritairement dans sa partie nord, est le premier pourvoyeur de pétrole africain aux Etats-Unis. Le nord musulman constitue en effet un terrain de prédilection à l'infiltration des radicaux islamistes pour répandre leur idéologie à travers l'Afrique subsaharienne. Kano, la grande métropole du nord, est ainsi devenu la plaque tournante de l'islamisme radical. Epicentre de l'islam radical, situé au cœur du pays haoussa, elle s'est faite la réputation de « Karachi des sables ». Centre commercial et religieux, avec ses 3 millions d'habitants, Kano est au centre de la contestation du pouvoir central qui a abouti à l'adoption de la loi islamique dans les 12 états du nord de la fédération nigériane. L'adoption depuis 4 ans de la charia par ces états a été jugée anti-constitutionnelle par le gouvernement central qui, pour le moins qu'on puisse dire, s'est avéré impotent face aux radicaux islamistes tous puissants. Pour preuve, Safiya Husseini et Amina Lawal, dont les procès devant les tribunaux islamiques ont ému la communauté internationale, n'ont échappé à la peine de mort par lapidation pour adultère, que grâce à la détermination de celle là même ; le président Obasanjo ne pouvant désapprouver que du bout des lèvres.

Notons que la radicalisation de l'activisme des islamistes s'est traduite en janvier 2004 par l'attaque d'un village du nord nigérian par un groupe de rebelles s'inspirant des talibans afghans. Une action coordonnée des forces de sécurité du Nigeria et du Niger a permis aux forces nigérianes de tuer cinq islamistes et de capturer une quarantaine. Si certains ont pu échapper, leur leader surnommé Mollah Omar en hommage au chef des talibans afghans, a pu être appréhendé. La revendication principale de ce groupuscule qui se réclame du chef des talibans afghans est l'installation dans les 12 états de la fédération nigériane d'un régime islamique orthodoxe inspiré de la doctrine wahhabite et salafiste. Leur connexion avec le réseau Al Qaida n'est pas formellement établie mais leurs procédés laissent penser qu'ils sont en intelligence avec les milieux extrémistes moyen orientaux et les salafistes algériens. On sait par ailleurs que la porosité des frontières facilite l'infiltration au Nigeria des islamistes algériens à travers le Niger et de ceux du Moyen Orient à travers le Soudan et le Tchad. Se faisant appelé « Al Sunna Wal Jamma », le groupe, estimé à quelques centaines d'étudiants islamistes et de jeunes désœuvrés, pose de réels soucis de sécurité aux autorités du Nigeria, du Niger et du Tchad qui coordonnent leurs efforts pour le combattre. Ainsi des éléments de l'armée nigériane sont mobilisés au nord pour traquer le groupe qui a déjà à son actif quelques actions de grand banditisme sur les routes et l'attaque de commissariats de police dans l'état de Yobé (nord-est du pays) pour s'emparer d'armes. Leur influence réelle sur la population reste limitée. Fort heureusement, dans les pays voisins, le fondamentalisme nigérian, à cause de ses abus, est observé avec plus de méfiance et d'inquiétude que d'envie. On peut parier qu'il restera contenu dans les limites des frontières de ce pays, dans sa partie nord en particulier, donc n'entravera pas l'exploitation pétrolière et n'aura pas plus de succès à l'exportation chez les voisins du Nigeria. Il serait néanmoins injuste de clore ce chapitre sans mentionner l'émergence ces dernières années, face à l'islamisme radical du Nord musulman, d'un fondamentalisme chrétien dans le Sud à dominance chrétienne, qui alimente les violences interconfessionnelles. Ce fondamentalisme est la conséquence du regain de prosélytisme des églises évangéliques et pentecôtistes américaines très prégnantes dans le Sud nigérian et renforcées par l'avènement au pouvoir aux Etats-Unis des néo-conservateurs. Sans avoir le monopole de la violence, ce

fondamentalisme, comme tous les fondamentalismes, s'exprime souvent d'une manière violente. Il est en effet à l'origine de certains heurts entre chrétiens et musulmans dans le Sud.

LE MALI

Après plusieurs décennies de dictature de parti unique suivies d'une courte période de transition militaire réussie, le Mali est irréversiblement ancré dans la démocratie depuis juin 1992 suite à l'élection démocratique à la présidence de Alpha Oumar Konaré auquel succéda en juin 2002, tout aussi démocratiquement Amadou Toumani Touré, au terme de deux mandats de cinq ans. Le Mali fait figure d'exemple d'apprentissage réussi de la démocratie en Afrique. Malgré la proportion importante de la population musulmane, le Mali est un pays laïc où musulmans, chrétiens et maliens de confession traditionnelle coexistent pacifiquement. Toutefois, ces dernières années, l'extrême nord du pays est devenu une source de souci pour le pouvoir qui craint qu'il ne se transforme en sanctuaire pour des islamistes. L'enlèvement des touristes allemands et suisses dans le sud algérien voisin du Mali, qui a fini par avoir un dénouement heureux dans le territoire malien grâce à la médiation des autorités maliennes sans que les preneurs d'otages fussent inquiétés, prouve que la zone nord de ce pays demeure un espace incontrôlé où des islamistes peuvent régner en maîtres. En effet les autorités maliennes ont du avoir recours à la participation d'un médiateur intermédiaire en la personne d'un notable, membre de l'ex-rébellion touareg. Le Mali a connu en effet de 1991 à 1996 une rébellion armée à caractère identitaire qui a freiné ses efforts de développement économique. Malgré la fin officielle de cette rébellion consacrée par des accords de paix marquant la réconciliation nationale et l'intégration des anciens rebelles dans les forces armées et l'administration, la tentation de réallumage d'anciens foyers de l'ex-rébellion par des islamistes avec l'alliance de rebelles non convertis, n'est pas à exclure quand on sait que cette région limitrophe de l'Algérie subit de plein fouet l'influence des islamistes algériens et même mauritaniens. Cependant il n'existe aucun phénomène d'intégrisme islamique dans ce pays laïc mais à population majoritairement musulmane (plus de 85%). A la différence

de son voisin sénégalais, le fait religieux est resté en dehors du paysage politique et médiatique. L'unique radio privée d'obédience islamique a une vocation de prêches dans un cadre religieux stricto sensu. Par ailleurs, on notera la particularité de la zone nord du Mali liée à sa proximité géographique avec l'Algérie et à ses liens séculaires avec ce pays. Le nord malien a en effet toujours été proche du sud algérien qui constitue son poumon économique, tant les échanges commerciaux entre les deux régions sont essentiels pour la vie de leurs populations. C'est aussi dans cette région qu'ont été découverts des indices sérieux d'existence de pétrole.

La coopération militaire entre le Mali et les Etats-Unis connaît une intensification à la faveur de la lutte contre le terrorisme. Ainsi, dans le cadre des Opérations de Maintien de la Paix, les Etats-Unis ont participé à la formation de deux bataillons d'infanterie susceptibles d'être projetés rapidement. Au titre de la lutte contre le terrorisme, ils ont parrainé l'organisation de séminaires au profit des membres de tous les services concernés par les problèmes de sécurité. Par ailleurs, notons qu'en octobre 2003 les Etats-Unis, soucieux d'endiguer la menace terroriste dans la région, ont aidé à l'organisation dans la capitale malienne (Bamako) d'un conclave sur le terrorisme. Ont participé à ce conclave, outre les Etats-Unis, pays initiateur et bailleur de fond, des représentants (civils, militaires, société civile et autres acteurs de la sécurité) du Mali, du Niger et de la Mauritanie, trois pays partageant une continuité géographique et un immense espace territorial susceptible d'abriter des sanctuaires pour des terroristes islamistes. Ainsi le 27 décembre 2003, le signalement d'un convoi de véhicules 4X4 circulant dans le nord malien en direction de la frontière mauritanienne a fait craindre l'attaque du Rallye Paris-Dakar 2003 par des éléments liés aux islamistes armés, hypothèse que laisseraient croire des renseignements de source française. Les services français suspectent les islamistes du GSPC d'avoir préparé une embuscade contre la caravane du Rallye. Les patrouilles conduites par l'armée malienne dans la région n'ayant pu ni confirmer ni infirmer cette information, les responsables du rallye ont préféré par précaution annuler les deux étapes prévues dans le nord malien. Le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) est devenu pour le Mali et ses voisins (Algérie, Mauritanie et Niger) la plus grande source d'insécurité dans la

région. Cette organisation, auteur de l'enlèvement des touristes dans le sud algérien, est suspectée de servir de refuge aux combattants islamistes orphelins du régime des talibans afghans et d'être de connivence avec des trafiquants de tous genres, d'armes et de cigarettes notamment. Enfin, depuis janvier 2004 une trentaine d'instructeurs militaires américains sont engagés dans la formation de trois compagnies maliennes aux techniques de lutte contre le banditisme et le terrorisme. Près de trois cents militaires maliens sont concernés par cette formation d'une durée de deux à trois mois au cours de laquelle des exercices pratiques sur le terrain permettront aux maliens de s'enrichir de l'expérience américaine. Ces trois compagnies qui seront dotées de moyens adéquats de mobilité et de communication fournis par le partenaire américain seront positionnées à Bamako, à Tombouctou au centre du pays et à Gao dans le nord. Les Etats-Unis projette d'étendre cette forme de coopération déjà en cours en Mauritanie à l'ensemble des pays de la zone sahélo-saharienne.

2.5 LE NIGER

Après une décennie d'instabilité politique marquée par un coup d'état civil, deux coups d'état militaires et une rébellion armée, le Niger a renoué depuis janvier 2000 avec la démocratie suite à des élections jugées libres, transparentes et démocratiques qui ont placé Tandja Mamadou à la tête de l'état. A l'instar de son voisin malien le Niger a su trouver une solution négociée qui s'est traduite par l'insertion des anciens rebelles dans les services de l'état. Pays laïc, le Niger ne demeure pas moins un pays à majorité musulmane (plus de 95% de la population). La création d'un organe représentatif de l'ensemble des musulmans du Niger remonte au 13 septembre 1974. En effet, soucieux de se donner une légitimité, le pouvoir militaire (15) de l'époque a créé plusieurs organisations ou associations au sein de la société nigérienne dont l'Association Islamique du Niger (AIN). Instance unique et officielle de représentation de l'ensemble de la communauté musulmane du pays, elle est chargée de réguler la pratique religieuse à l'exclusion de tout autre courant religieux concurrent. Ainsi, l'AIN, organisée en bureaux représentatifs à l'échelle nationale, fut placée sous l'autorité de l'état. De nos jours, malgré son ancrage sur l'échiquier

national, l'AIN fait face à la concurrence d'autres associations nées à la faveur du renouveau démocratique en Afrique. Tout en restant le courant majoritaire et officiel, elle n'a plus le monopole des subventions des ONG musulmanes du Moyen Orient. En effet, le Niger, à l'instar de tous les pays francophones d'Afrique, a enregistré une prolifération d'associations après l'élan que le discours historique de la Baule du président français a donné à la démocratisation des régimes à parti unique. C'est ainsi que sont nées des associations islamiques plus engagées à la tête desquelles on trouvera des jeunes Imams modernes éduqués dans les universités arabes. Parmi elles, la plus connue et la plus attrayante pour la jeunesse est l'Association Nigérienne pour l'Appel et la Solidarité (ANASI), à la tête de laquelle se trouve le Cheikh H. Diallo un prédicateur charismatique, moderne mais néanmoins modéré. Le Cheikh a l'art de manier parfaitement la rhétorique islamique dans plusieurs langues dont le français, ce qui fait que ses prêches sont les plus écoutées par le milieu intellectuel de la capitale dont une jeunesse estudiantine avide de savoir. Tout en prêchant pour un état islamique, il exclut l'usage de la violence ou de moyens non démocratiques pour y parvenir, privilégiant ainsi la voie des urnes. Cependant malgré de fréquentes incursions du courant islamique dans le champ politique, l'écrasante majorité des musulmans nigériens pratique un islam pacifiste et tolérant, loin de toute rhétorique islamiste. Les nigériens sont loin d'être enchantés par la perspective de devoir vivre dans l'intolérance religieuse qui prévaut de l'autre côté de la frontière au Nigeria voisin. Pour le bonheur des nigériens, on peut dire que les images qu'ils reçoivent de ce pays sont une source de sensibilisation pour eux et les poussent à être allergiques à tout ce qui peut perturber leur quiétude.

Le Niger conformément à sa Constitution, se veut un pays musulman laïc, soucieux du respect des autres religions et de la coexistence pacifique et sereine entre elles. Aussi la loi fondamentale du pays ne fait pas de place à un parti religieux ; ce qui exclut d'office l'émergence d'un parti islamique dans le champ politique malgré les pulsions enregistrées çà et là et les tentatives du courant islamique d'influer sur le débat politique. La Constitution va jusqu'à faire une ouverture aux chrétiens en prévoyant la prestation de serment du président élu sur le Coran ou la Bible, en

fonction de sa foi. L'une des manifestations de cette tolérance des nigériens est le fait que chrétiens et musulmans célèbrent ensemble les fêtes religieuses de chaque communauté. Mais s'il est vrai que l'islamisme radical n'a pas fait d'émules au Niger, les conséquences d'une infiltration de réseaux d'Al Qaida dans le désert nigérien avec le soutien logistique d'islamistes algériens et d'éléments de l'ex rébellion armée du Niger (16) pourraient avoir des conséquences graves pour la stabilité de ce pays, voire des autres états de la région. En effet les montagnes de l'Air offrent des bases sûres pour des activités terroristes. En ce sens le Niger et le Mali qui ont été tous deux victimes d'une rébellion armée de même nature, partagent les mêmes inquiétudes. Le Niger qui est inscrit au même titre que les autres pays sahariens voisins dans le projet américain de lutte contre le terrorisme international, devrait bénéficier dès 2004 de plusieurs programmes d'assistance relatifs à la sécurité dans le cadre de la coopération avec les Etats-Unis. Ce pays qui a une longue tradition d'assistance technique militaire de la part des Etats-Unis renoue ainsi avec la coopération militaire américaine après plusieurs années d'interruption liée à l'instabilité politique qu'il a connue.

2.6 LE TCHAD

Au Tchad, le rapport de proportion presque équilibré entre les populations musulmane et chrétienne constitue un facteur réducteur de l'influence islamique au sein de la population. Partagé entre le nord musulman et le sud chrétien, le Tchad a vécu de 1966 à 1990 plusieurs guerres civiles et une contre son voisin libyen avant de connaître une période de relative accalmie sous le règne de Idriss Déby. En effet depuis la prise de pouvoir par ce dernier en 1990, le Tchad connaît une stabilité politique malgré l'existence d'une rébellion armée (17) contenue aux confins de la frontière libyenne. Son activisme sans être en mesure d'inquiéter le pouvoir de N'Djamena, ne constitue pas moins pour lui une source d'inquiétude. L'accord de Ouagadougou le 14 décembre 2003 entre le gouvernement tchadien et l'aile modérée de cette rébellion a fait naître l'espoir d'une stabilisation progressive de la frontière nord du Tchad malgré le double jeu du turbulent voisin libyen. La Libye continue en effet de soutenir officieusement cette rébellion, ne s'étant toujours pas remise sentimentalement de sa défaite dans la

guerre qu'elle a menée contre le Tchad. Toutefois la Libye qui maintient sous une stricte surveillance ses propres intégristes islamistes ne semble pas avoir de rapport avec l'islamisme au Tchad. Le nouveau virage à 180° de la politique libyenne laisse présager, d'une part un abandon de son soutien à toute forme d'opposition armée tchadienne, et d'autre part une coopération avec les Etats-Unis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. A l'inverse, le voisin soudanais du Tchad a été pendant longtemps une source de soutien aux islamistes tchadiens par l'intermédiaire des réseaux Al Qaeda, du temps où leur chef était installé au Soudan. Les montagnes du Tibesti tchadien et même du Darfour soudanais se sont avérées être un refuge imprenable qu'ont utilisé tour à tour les différentes rebellions tchadiennes. La porosité de la frontière et l'imbrication entre les populations de part et d'autre de la frontière ont facilité l'infiltration de ces réseaux au Tchad et leur dissémination jusqu'au Cameroun et en Centrafrique au sud. La proximité avec le Soudan y a en effet favorisé le prosélytisme de oulémas ou marabouts fidèles du leader islamiste soudanais Hassan Al Tourabi proche de Oussama Ben Laden à une époque où ce dernier jouissait de l'hospitalité des autorités soudanaises. Plusieurs ONG islamiques, pas forcément intégristes, rivalisent dans le domaine de l'aide humanitaire à une population éprouvée par des décennies de guerre civile et dans la construction de medersas (écoles dont la langue principale d'enseignement est l'arabe). Il s'agit notamment de : la Société des Frères Musulmans, l'Agence musulmane pour l'Information et la Prédication, la Fraternité Islamique et l'Agence des Musulmans d'Afrique, une ONG koweïtienne installée dans la plupart des pays d'Afrique à importante population musulmane. Toutefois l'absence d'un environnement favorable à la libre expression et la liberté d'association n'a pas permis l'émergence d'un courant islamiste fort, en mesure de défier le pouvoir. Tolérés avant le 11 septembre du fait de leur activisme non violent, le gouvernement tchadien a depuis pris des mesures pour restreindre l'activité des islamistes. Les heurts interconfessionnels qui se déroulent au Nigeria voisin et la menace terroriste islamiste dans le Sahara profitent largement au régime contre les islamistes dont la marge de manœuvre est plus que jamais réduite, à un moment où l'avenir du pays repose sur l'exploitation du pétrole dans le Sud chrétien. Le régime qu'on ne peut qualifier de démocratique, loin s'en faut, profite de la nécessité du

renforcement de la quiétude sociale et de l'unité nationale pour restreindre les libertés individuelles et celle de la presse. L'existence d'une presse privée est néanmoins tolérée même si sa liberté reste surveillée.

Cependant malgré un record peu honorable en matière de droits de l'homme, le régime de Déby jouit d'une relative audience internationale grâce à une stabilité politique chèrement acquise. Les bailleurs de fonds et en particulier la banque mondiale et les compagnies pétrolières qui ont investi dans le projet pétrolier voudraient voir se consolider cette stabilité, même au prix de la collaboration avec un régime fort, voire dictatorial malgré des élections régulières. Avec des réserves estimées à plus de 1 milliard de barils le Tchad a inauguré le 10 octobre 2003 l'exploitation de son pétrole, faisant ainsi son entrée dans le club des pays pétroliers. Exemple d'une gestion transparente unique (18) imposée par la Banque mondiale aux autorités tchadiennes, le gouvernement tchadien mise sur son pétrole pour amorcer son décollage économique et surtout pour sortir du cycle de ni guerre ni paix en convaincant par des résultats économiques. Au Tchad même, un organe de surveillance et de contrôle est mis en place pour un suivi transparent de la gestion. Outre des représentants de l'état et de la société civile, y siègent des représentants des deux communautés religieuses. Les compagnies américaines Exxon Mobil et Chevron participent à 65% dans le consortium créé pour l'exploitation, ouvrant de nouvelles perspectives pour la coopération avec les Etats-Unis.

Sur le plan militaire, la coopération avec le Tchad comporte deux volets : 1) Les Etats-Unis appuient les efforts du gouvernement tchadien à déminer les régions nord parsemées de mines posées par l'armée libyenne pendant son occupation de cette partie du pays. Ils ont aidé à la formation et l'équipement de centaines de démineurs tchadiens. Cet appui vient s'ajouter à celui d'autres organismes tels que Handicap International et le CICR encouragés par le gouvernement américain à s'y investir. Des formateurs américains participent périodiquement sur le terrain à l'instruction et la supervision des opérations de déminage dans le cadre du « Haut Commissariat National de Déminage (HCND) » créé à cet effet. 2) La lutte contre le terrorisme est

un des piliers de la coopération avec les Etats-Unis. Le Tchad plus que tous les autres états sahéliens offre un terrain de prédilection pour des caches de réseaux terroristes, ayant été pendant des décennies l'objet de rébellions armées. Cette coopération entre les deux pays vient de porter ses fruits avec l'interception le 9 mars 2004 dans le nord du Tchad près de la frontière du Niger, par l'armée tchadienne grâce à des renseignements fournis par les services américains, d'une colonne de combattants du GSPC algérien à bord de véhicules 4X4 lourdement armés en provenance du Sud algérien ou du Nord malien via le Niger. A la suite de violents combats, l'armée tchadienne a détruit la colonne tuant une quarantaine d'islamistes, capturant d'autres parmi lesquels des éléments de la rébellion tchadienne et des ressortissants du Nigeria ; ce qui confirmerait l'existence de liens entre les islamistes nigériens et le GSPC qui semble être en mal de recrutement dans son fief algérien. Il est possible que le GSPC traqué en Algérie et au Mali avec l'aide des américains, rencontrant des difficultés à évoluer au Niger, ait cherché à créer des bases au Tchad avec l'appui de la rébellion tchadienne. Cette même colonne s'est accrochée au passage à une patrouille de l'armée nigérienne lancée à ses trousses après qu'elle eût enlevé, dépouillé, puis relâché des touristes français. Notons que les Etats-Unis ont par la voix de Richard Boucher, porte-parole du département d'Etat américain, exprimé aux autorités tchadiennes « leur satisfaction suite à l'action de l'armée tchadienne » qu'ils ont « félicité » pour la réussite de l'opération. Et comme si c'était nécessaire, Boucher s'est empressé d'ajouter que l'armée tchadienne a agi « sans l'aide des forces américaines », confirmant ainsi la présence des forces américaines dans la région. Les Etats-Unis trouvent dans le Tchad un partenaire tout aussi intéressé qui espère à travers cette coopération dompter sa propre rébellion, consolider son unité et créer un environnement sécuritaire propice à son développement. Conforté sur le plan sécuritaire, le président Déby entend bien se saisir de l'espoir que représente la manne pétrolière après des années d'incertitude, pour faire développer son pays économiquement et consolider son propre pouvoir. Dans cette dernière perspective il n'est pas exclu qu'il fasse modifier la constitution tchadienne pour s'installer durablement au pouvoir, à l'instar de certains de ses pairs africains.

3. LE ROLE DE LA PUISSANCE AMERICAINE DANS LA SECURITE ET LE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE

3.1 A LA DECOUVERTE D'UN CONTINENT

Les Etats-Unis ont le mérite de pouvoir faire prévaloir qu'ils n'ont jamais colonisé de pays musulman ou africain, mais bien au contraire, sont intervenus aux côtés des africains et des musulmans à diverses occasions et souvent, par pure messianisme et aux dépens de leurs alliés occidentaux. En l'occurrence ils ont encouragé les deux puissances coloniales, la France et le Royaume Uni, à accorder l'indépendance à leurs colonies. Ils sont intervenus en 1956 pour arrêter l'expédition de Suez par la coalition anglo-franco-israélienne contre l'Egypte, un pays musulman. C'est notamment à cette époque que l'Amérique d'Eisenhower, plutôt en sauveur et en ami qu'en conquérante, fait son entrée dans le monde arabe et devient le grand Allié du Royaume Saoudien. Par ailleurs, les Etats-Unis sont intervenus militairement en 1995 et 1999 pour sauver les minorités musulmanes en Bosnie et au Kosovo. Sans doute Saddam Hussein et Ben Laden ont causé plus de dommages aux musulmans ; le premier en faisant la guerre à l'Iran, en occupant le Koweït, en massacrant ses propres compatriotes musulmans et enfin par son entêtement en occasionnant deux guerres qui ont semé la mort et la désolation dans son propre pays l'Irak ; le deuxième pour l'image négative qu'il a donnée du musulman dans la perception des non-musulmans. Le terrorisme islamique a dénaturé l'Islam au nom duquel il prétend agir, et a fait reculer la fraternité entre les peuples. L'Occident, l'Amérique et les américains ne sont pas les ennemis de l'Islam et inversement, mais sont victimes de la mauvaise foi de leurs détracteurs. Il ne s'agit pas du « choc de civilisation » cher à S. Huntington, même si l'idée fait son chemin en Occident (19). En effet l'islamisme ne s'articule pas autour d'un état et aucun état musulman n'est en mesure aujourd'hui, ni même dans un futur prévisible, de rivaliser avec la super-puissance américaine.

Après le voyage du président Bill Clinton en avril 1998, ce fut le tour de Georges W. Bush d'honorer l'Afrique de sa visite à travers une tournée « au pas de course » qui l'a conduit du 08 au 12 juillet 2003 dans plusieurs capitales africaines (20). A la

différence d'un Clinton plutôt sentimental, Bush nouvelle version à la tête d'une Amérique « nation authentiquement bonne » pour reprendre sa propre formule, avait un double objectif. Le premier objectif est une opération de charme envers l'électorat noir américain dans la perspective des élections présidentielles américaines de Novembre 2004, tout en exhibant une certaine bienveillance à l'égard du continent africain. Le deuxième objectif est stratégique et répond à la crainte de voir l'Afrique devenir un refuge pour les islamistes d'Al Qaeda. L'escale au Nigeria revêt en plus un aspect économique, l'intéressement des Etats-Unis au pétrole du golfe de Guinée dont l'exploitation réduirait leur dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen Orient conformément aux vœux des néo-conservateurs qui font la politique du président Bush. Objet de convoitise possible pour ses matières premières essentielles à la survie du monde industrialisé, l'Afrique est un enjeu à la mesure des intérêts vitaux de la puissance économique et militaire américaine. Des engagements d'aide au développement ont été tout naturellement greffés à cette tournée pour l'embellir en lui donnant un sens humaniste et messianique. Notons qu'un certain nombre de chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest a été convié à la rencontre de Dakar. Il s'agit de ceux du Bénin, du Cap Vert, de la Gambie, de la Sierra Léone, du Mali et du Niger. La Mauritanie qui a choisi de faire faux bond ne demeure pas moins un invité intéressant. L'intérêt des Etats-Unis à cette partie de l'Afrique est réel et cadre avec sa politique globale envers le continent. Les Etats-Unis ont un parti à tirer en étendant leur sphère d'influence à cette Afrique restée longtemps la chasse gardée de l'Europe. En effet, l'Europe est handicapée par sa capacité limitée de projection de puissance dans des interventions militaires hors du continent européen, en particulier sur le continent africain, qui est pourtant son prolongement naturel. Aussi, on ne peut exclure qu'à défaut d'une Europe suffisamment forte pour être présente en Afrique, avec ou sans les Etats-Unis, ce continent tombe « sous le charme » de l'offensive d'une Chine puissance émergente. En effet la Chine s'affirme de plus en plus comme la seule vraie puissance capable à l'avenir de rivaliser avec l'Amérique. La visite du président chinois Hu Jintao en Afrique en février 2003 vient opportunément illustrer cette offensive. On retiendra en particulier de cette visite l'appel lancé aux pays africains à partir de Libreville, la capitale gabonaise, pour une coopération égalitaire et

mutuellement bénéfique. L'intérêt de la Chine pour ce continent n'est pas nouveau et comporte plusieurs aspects. Ainsi la Chine a marqué sa première participation à une force de maintien de la paix en Afrique en envoyant en novembre 2002 au Libéria, à la demande des Nations Unies, un contingent de centaines de casques bleus, alors qu'elle s'était contentée jusque là d'envoyer des observateurs. Non moins important est l'effacement de la dette des pays africains par cette dernière annoncé avec éclat à Addis-Abéba par le ministre chinois des affaires étrangères devant la deuxième conférence ministérielle du forum Chine-Afrique tenue en décembre 2003, dette évaluée à plus d'un milliard de dollars. Notons par ailleurs que sollicitée par les Libériens dont les liens affectifs de certains avec ce pays sont connus, ainsi que par l'Union Africaine et le secrétaire général des Nations Unies, l'Amérique n'a consenti que tardivement à envoyer une force navale aux larges de Monrovia, sans intervenir sur le sol libérien si ce n'est que pour évacuer ses propres ressortissants. Il appartient aux africains de savoir tirer profit de la compétition ou la rivalité, en gestation sur le continent africain, entre les Etats-Unis et la Chine. Cependant il est heureux de constater qu'à la faveur de la stabilisation de la situation sur le plan militaire grâce à l'intervention de la force multinationale africaine, les Etats-Unis semblent désormais engagés à soutenir la reconstruction de ce pays en consentant une aide substantielle de 200 millions de dollars à ce pays au titre de l'année 2004. Mais gageons qu'à défaut d'une Europe puissance capable de s'imposer comme puissance hégémonique en Afrique, les Etats-Unis qui ont Beijing à l'œil feront tout pour que ce continent ne soit pas l'objet de l'hégémonie chinoise, à leur détriment. Nul doute que l'Amérique puissance globale, l'Amérique de la Manifest Destiny (la destinée manifeste) renaissante, ne laissera pas le continent africain échapper à son contrôle. Cela va sans dire quand on sait que le président Bush est l'allié des think tanks néo-conservateurs dont l'idéologie est fondée sur la domination territoriale et spatiale du monde et pour lesquels la Chine représenterait pour l'Amérique le danger à venir, point de vue que ne partagent pas nécessairement les Africains qui voient en la Chine un pays dont l'expérience mérite d'être considérée. Ainsi, pour le très conservateur Secrétaire d'Etat adjoint Paul Wolfowitz, il s'agit pour les Etats-Unis de « prévenir la ré-émergence de tout nouveau rival ».

3.2 VERS UN PARTENARIAT AVEC L'AMERIQUE

3.21 Le rôle de l'Afrique

Comme décrit plus haut, l'islamisme radical et l'anti-américanisme n'ont pas atteint la côte d'alerte dans les pays concernés par notre étude. Ils sont contenus par les pouvoirs politiques qui dans l'ensemble sont démocratiquement élus et peuvent compter sur le soutien de populations majoritairement tolérantes et hostiles à la violence. Partout les préoccupations de développement l'emportent sur les considérations religieuses. Il serait pourtant irresponsable pour les autorités politiques de dormir sur leurs lauriers. Il s'agit avant tout pour l'Afrique, de sortir de l'anti-américanisme passionnel de certains milieux dont l'attitude vis-à-vis de l'Amérique relève souvent de la jalousie plutôt que de motifs réels de rejet de la superpuissance américaine. Mais aussi, elle doit s'affranchir de l'influence de personnalités religieuses ou politiques dont le comportement est dicté plus par des considérations extra-africaines, conflit israélo-arabe notamment, que par un sens objectif d'intérêts propres à l'Afrique. S'impliquer même théoriquement dans la guerre des autres pour des intérêts extra africains est un luxe pour l'Afrique et les africains, en l'état actuel de son développement ou plutôt de son non développement. Affranchie des diatribes anti américaines importées d'ailleurs, l'Afrique pourrait s'engager avec l'Amérique dans un véritable partenariat pour son développement. Les responsables africains n'ont pas eu tort en créant en juillet 2001 dans le cadre de l'Union Africaine (UA) (21), le NEPAD (New Partenership for Africa's Development ou Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique), un cadre idéal pour une nouvelle approche du développement économique du continent, un continent qui découvre enfin la démocratie et la bonne gouvernance. Le NEPAD va au de là du simple appel redondant des africains et africanistes à un plan Marshall pour l'Afrique. En reconnaissant la part de responsabilité des africains dans le naufrage de l'Afrique les initiateurs du NEPAD ont fait un pas important dans la prise de conscience de leur rôle dans le devenir du continent et de la nécessité de prendre leur destin en main, car comme dit un homme politique français : « on ne développe pas un pays, il se développe »(22). Les conditions de l'amorce d'un développement économique du continent semblent désormais réunies, n'en déplaisent aux afro-pessimistes. L'Afrique a longtemps souffert de la bipolarisation du monde,

les régimes au pouvoir étant jugés à l'aune de leur allégeance à l'un ou à l'autre des blocs, plutôt qu'à leur performance en matière de gestion. Une des principales causes de son retard et même de sa régression est la mauvaise gouvernance de régimes totalitaires et kleptocrates maintenus au pouvoir grâce au jeu des blocs auxquels les pays étaient satellisés. A l'instar de l'Europe orientale, la chute du mur de Berlin en novembre 1989 a fait basculer à jamais le destin des peuples africains. En effet, l'avènement progressif de régimes démocratiques sonne le glas des dictatures et annonce le renouveau de l'Afrique. Il existe dans ces démocraties naissantes une réelle volonté de gestion saine de l'aide étrangère contrairement à un passé marqué par le détournement et la dilapidation des ressources de l'état, qu'elles soient internes ou externes, une situation favorisée par la division manichéenne du monde entre deux blocs antagonistes. Les fléaux actuels (guerres civiles, famine, sécheresse, sida,...) auxquels l'Afrique subsaharienne et la région sahélienne en particulier sont confrontées n'interpellent pas que les seuls africains, mais aussi tous ceux qui à des degrés divers ont participé à son esclavage, sa colonisation, sa balkanisation et le pillage de ses ressources. Cette évidence n'absout pas les africains de leurs propres responsabilités dans la faillite et le chaos dans lesquels se trouve l'Afrique par la faute d'une mauvaise gestion marquée par la dilapidation des deniers publics, le népotisme et la concussion. Mais l'heure n'est plus aux récriminations et aux supputations. Les africains se doivent aujourd'hui de dépasser le « paradigme de la victimisation »(23) due à l'esclavage, la colonisation et l'impérialisme, et regarder résolument vers l'avenir ; car le renouveau de l'Afrique c'est avant tout l'affaire des africains.

3.22 L'aide militaire américaine avant le 11 septembre 2001

Les Etats-Unis, dans un souci d'appuyer les efforts de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (24) pour constituer une force de maintien de la paix, n'ont pas attendu le 11 septembre 2001 pour entreprendre la formation de militaires des armées du Sénégal, du Nigeria et du Mali dans le cadre de plusieurs programmes dont les plus importants sont : African Crisis Response Initiative ACRI (Initiative de Réponse aux Crises en Afrique) et African Contingency Operations Training and Assistance (Entraînement et Assistance aux Opérations d'Urgence en Afrique) ACOTA. Ces deux programmes ont été élaborés dans un

contexte d'après guerre froide et avant les attentats du 11 septembre 2001. Créé en 1996 par l'administration Clinton le programme ACRI vise à apporter une solution africaine aux conflits en Afrique, en créant les conditions devant permettre à des forces africaines d'assurer les missions humanitaires, les missions de prévention des crises et celles de maintien de la paix sur le continent africain. Sa mise en place procède du désir du président Clinton bouleversé par le drame de la famine en Somalie, le fiasco de l'intervention des troupes américaines dans ce pays et par le génocide Rwandais, de trouver une réponse africaine aux futurs conflits africains avec le soutien des Etats-Unis. Selon le Département d'Etat (29), le programme ACRI qui a duré de 1997 à 2002, a permis de former près de 10.000 soldats dans 7 pays africains. ACRI a été suivi par le programme ACOTA qui, à la différence d'ACRI, enseigne le maniement des armes. ACOTA vise à renforcer les capacités des armées africaines à participer efficacement à des missions humanitaires et de maintien de la paix, par la mise en place et la formation par des militaires américains d'unités inter-opérables. Son objectif est d'assurer la formation d'instructeurs militaires africains qui, à leur tour, transmettront leur savoir aux militaires de leurs armées respectives. Ces importants programmes viennent renforcer avec plus d'efficacité les programmes déjà existants que sont entre autres (voir annexe 5) : International Military Education and Training Program (IMET) créé en 1976, destiné à la formation aux Etats-Unis des ressortissants des pays africains ; Foreign Military Sales (FMS), destiné à la vente de matériels militaires sur la base de prêt à faible taux d'intérêt et enfin Military Assistance Program (MAP), pour répondre aux besoins en assistance technique. Ces programmes sont toujours en cours et font l'objet d'une allocation de fonds supplémentaires à la faveur de l'accroissement de l'aide globale américaine à l'Afrique sub-saharienne. Rappelons qu'en mai 1997 les Etats-Unis ont convenu d'harmoniser leurs efforts et d'une concertation mutuelle avec le Royaume Uni et la France dans le cadre de l'« Initiative P-3 » visant à engager un dialogue avec les pays africains en vue d'établir les modalités permettant de mieux promouvoir la paix et la sécurité sur le continent. L'objectif visé par ces trois pays est le renforcement de leur coopération avec l'Union Européenne pour soutenir les pays de la région dans le domaine de

l'assistance logistique, de la formation et de l'équipement des forces de défense et de sécurité, en vue de les préparer à la prévention et à la gestion des crises.

3.23 Un nouvel élan après le 11 septembre 2001

L'accélération de l'histoire provoquée par la chute du mur de Berlin en 1989 a fait des Etats-Unis l'unique superpuissance planétaire avec tout ce que cette première position lui confère comme responsabilité mondiale dans le nouvel ordre international. Les Etats-Unis sont devenus de fait le chef de ce village planétaire tel que l'imaginait MC Luhan. Il reste que les disparités entre les nations sont demeurées aussi criardes et l'avènement d'un monde plus juste, plus humain et plus solidaire tarde à voir le jour. Au contraire le monde fait face à de nouveaux défis depuis les événements du 11 septembre 2001. Même si en Afghanistan et en Irak sous la pression des néo conservateurs les Etats-Unis ont opté pour le « hard power » (26) qui s'est traduit par l'expression brutale de sa toute puissance militaire, on peut penser qu'en Afrique le « soft power » sera privilégié et si nécessaire une combinaison intelligemment dosée des deux ; en particulier dans les pays du Sahel où la lutte contre le sous-développement nécessite la création d'un environnement stabilisé sur le plan sécuritaire et sur le plan politique. En effet aucun des pays concernés ne peut être assimilé à un « Rogue State » (Etat voyou) qui nécessiterait l'application de la force. Ici l'usage des moyens diplomatiques et politiques mais surtout économiques et culturels va de pair avec une coopération sécuritaire. L'influence américaine dans ces pays s'est plutôt exprimée jusque là par son côté « soft », c'est à dire humanitaire, social, culturel et religieux (27) avec pour représentants les ONG et les églises fondamentalistes dont sont proches des membres influents de l'équipe Bush, Donald Rumsfeld par exemple. Les églises et les ONG américaines sont encouragées par leur gouvernement à s'investir dans la campagne de communication. La Voix de l'Amérique (Voice Of America VOA) a pour sa part signé des accords avec plusieurs radios privées de ces pays pour être relayée localement. Ces accords incluent des subventions à ces radios qui en ont bien besoin pour exister, les sources de financement qu'on trouve dans les pays développés sont ici quasi inexistantes. C'est le cas notamment de Radio Anfani au Niger, bénéficiaire de cette « générosité » américaine. Et plus que jamais, il est question en Amérique chez les champions de la

domination culturelle américaine de développer une communication de masse (mass communication) (28). Les USA sont convaincus qu'ils se doivent de gagner la bataille de la communication en inondant l'espace culturel mondial de leurs productions, pour ne pas dire de l'américan way of life (la façon de vivre américaine). Le centre culturel américain se fait très actif dans l'enseignement de la langue anglaise et dans le rayonnement de la culture américaine. Des séminaires sont organisés par l'ambassade américaine au profit des journalistes locaux, auxquels des bourses sont octroyées pour des stages de perfectionnement aux Etats-Unis. Les médias privés sont l'objet de toutes les attentions de l'ambassade des Etats-Unis qui n'hésite pas à interpeller les représentants de l'Etat en cas d'obstruction à la liberté de la presse. Les hommes politiques (parlementaires et responsables de partis politiques) sont également touchés par ce regain d'activisme politique de l'ambassade américaine. Ils sont conviés à des séminaires sur les thèmes de démocratie et de bonne gouvernance organisés par le gouvernement américain aux Etats-Unis ou en Afrique. Malgré la prépondérance de l'aide globale de la France et de l'Union Européenne à ces pays, le représentant américain est devenu le diplomate le plus présent dans les médias locaux, et sans conteste le plus apprécié de certains médias privés. Les Etats-Unis entendent gagner la compétition qui se déroule sur le continent africain entre les radios internationales, principalement VOA, BBC, RFI et DEUTCHWELLE, sans oublier les chaînes de télévision satellite dont CNN, CFI, TV5, TV AFRICA, AL JAZEERA, pour ne citer que celles-là.

Les trois piliers sur lesquels repose la politique africaine des Etats-Unis telle qu'annoncée par la maison blanche sont l'approche stratégique, l'aide au développement et aux échanges dans un système de libéralisme économique et la lutte contre le Sida. Au plan économique, les Etats-Unis s'engagent à soutenir les pays qui ont adopté des réformes économiques favorables aux échanges commerciaux et à l'économie de marché, et à apporter leur aide à ceux qui ont pour principe la bonne gouvernance et la démocratie. C'est ainsi que quelque temps seulement après sa prise de fonction, le président Bush fit tenir du 28 au 29 octobre 2001 le forum AGOA (Africa Growth and Opportunity Act) (29), forum dont la loi fut adoptée en 2000 sous

la présidence Clinton. Trente-cinq pays africains participèrent à ce forum inauguré par Bush lui-même entouré des plus hauts responsables de son administration. L'adoption de l'AGOA constitue un tournant dans la politique commerciale des Etats-Unis envers l'Afrique et le président Bush qui en a fait un des piliers de sa stratégie pour le développement de l'Afrique a demandé au congrès sa prolongation jusqu'en 2008, afin d'encourager les entreprises américaines à investir sur le continent. Au crédit de l'administration Bush, il y eut aussi la création en mars 2002 du Compte du Millénaire (Millennium Challenge Account ou MCA) dont le but est d'accroître de 50% en trois ans l'aide américaine au développement, avec une part accrue pour l'Afrique. Malgré cet engagement, force est de constater que les préoccupations sécuritaires l'emportent, et l'aide américaine à l'Afrique subsaharienne en général, et les pays du Sahel en particulier, reste en de ça des espérances. Même si le Sahel n'est pas l'Irak, l'Amérique vendrait mieux sa politique de lutte contre le terrorisme en procédant à l'annulation de sa dette, une dette injuste qui n'a nullement profité aux populations faute de gestion transparente et rigoureuse. Le règlement de la dette étrangle les efforts de développement de ces pays dont l'ancrage dans la démocratie reste fragile et réversible. Il n'est que justice de repenser la problématique de l'aide aux pays africains. Comment comprendre les centaines de milliards de dollars d'aide déversés sur le seul Irak quand les Etats-Unis ne consacrent que moins du centième pour toute l'Afrique subsaharienne, malgré son augmentation depuis 2003 ? Au regard du coût excessif et de la durée de la pacification de l'Irak, bien au de là des estimations, il est à craindre que le projet africain des Etats-Unis ne fasse les frais de son engagement dans ce pays. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, de la bouche même du président Bush le 12 juillet 2003 lors de sa tournée africaine, devant le 6è « sommet Leon Sullivan » tenu à Abuja et je cite : « Nous ne laisserons pas les terroristes menacer les peuples africains, ni utiliser l'Afrique comme base pour menacer le monde. », entendez les Etats-Unis. Avant tout les Etats-Unis privilégient la formation de coalition d'Etats volontaires (coalition of the willing) et l'établissement d'accords bilatéraux de coopération en matière de sécurité avec ces états pour faire face à la lutte contre le terrorisme. La lutte contre le terrorisme international est « la priorité stratégique » de l'Amérique telle qu'énoncée dans le document relatif à sa nouvelle

« stratégie de sécurité nationale ». Après l'Afrique orientale, la préoccupation américaine va aux pays du Sahel qui offrent un terrain favorable à l'implantation de réseaux terroristes. Ces pays aux frontières difficilement contrôlables par les états compte tenu de leurs vastes étendues désertiques et de leurs faibles moyens, ont toujours été l'objet de trafics de tous genres, allant des biens de consommation aux armes, en passant par la drogue et les cigarettes ; et même les personnes y passent au prix de leur vie, en route pour l'eldorado européen via l'Afrique du Nord. Il s'agit de faire en sorte que le no man's land saharien avec ses frontières poreuses et même inexistantes dans la conscience des peuples ne devienne pour les réseaux terroristes islamistes un lieu de repli. Les Etats-Unis craignent tout naturellement que « l'arc des crises » qui part du Soudan et de la Somalie vers l'Asie ne se prolonge vers l'ouest à travers le désert saharien jusqu'à l'Atlantique. Le renforcement de la stabilité des pays de la sous région passe par le renforcement des capacités opérationnelles de leurs armées, et surtout par une véritable politique d'aide au développement économique de ces pays. Une armée républicaine dotée des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses missions est indispensable à la stabilité ; car ne dit-on pas qu'il n'y a pas de développement sans sécurité tout comme l'absence de développement génère l'insécurité. Les Etats-Unis font preuve de plus de résolution depuis le 11 septembre 2001 dans le soutien aux forces armées des pays du Sahel. Le tout récent programme « Pan Sahel Initiative » (Initiative Pan Sahélienne) mise en œuvre en fin 2003 se veut plus engagé et plus efficace, car élaboré à la lumière de l'expérience acquise dans la lutte globale contre le terrorisme (Global War on Terror). Il permet à des membres des forces spéciales des Etats-Unis de former des unités des armées de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Tchad pour renforcer leurs capacités à assurer la sécurité de leurs pays avec plus d'efficacité et plus précisément pour lutter contre la menace terroriste que représente le GSPC algérien et ses partisans. Les Etats-Unis ont en effet classé le GSPC parmi les organisations terroristes. Au plan de l'assistance militaire américaine aux pays du Sahel, la priorité est donnée à la formation des cadres militaires de commandement à travers l'organisation à leur profit de stages aux Etats-Unis et de séminaires localement en Afrique sur les thèmes de démocratie, de l'état de droit et du rôle du militaire et des armées dans une démocratie. Des experts militaires américains

s'impliquent directement dans la formation « à domicile » de bataillons entiers spécialisés dans le maintien de la paix. A l'ordre du jour se trouve désormais la formation à la lutte contre le terrorisme. Ce dernier concernera des éléments issus de toutes les forces de défense et sécurité, en particulier de l'armée et de la police. Mais les Etats-Unis doivent aller plus loin en matière de coopération militaire. Il s'agit d'accroître le potentiel militaire de ces pays pour faire face à des actions de déstabilisation inspirées par des groupuscules proches ou non des réseaux Ben Laden. Depuis le lancement de « l'Initiative Pan Sahélienne » les Etats-Unis participent activement à la formation des armées des pays du Sahel aux techniques de combat anti-terroriste et leur procurent une aide substantielle en matériels appropriés pour assurer ces missions d'une nouvelle nature. Des échanges d'information entre services de sécurité des pays concernés sont établis pour permettre de mieux traquer les réseaux terroristes. Aux réseaux terroristes, il faut en effet opposer des réseaux efficaces de renseignement bénéficiant d'une coopération internationale incluant les organisations régionales. L'Union Africaine avec son projet de Conseil de Sécurité à l'instar de l'ONU, pourrait être le partenaire idéal de l'Union Européenne dans le cadre de l'élargissement du dialogue euro-américain en vue de renforcer la sécurité en Afrique. En effet l'Union Africaine (UA), consciente de l'échec de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en matière de sécurité collective des Etats membres a créé en mai 2004 le Conseil de Sécurité de l'Union Africaine avec pour objectif la prévention et la gestion des crises, et la médiation en vue de la résolution pacifique des conflits. Le plan Sassou N'Gusso du nom du président de la République du Congo (Brazzaville) présenté à l'occasion du sommet des chefs d'Etat africains en 2003, mais non encore adopté, vise à créer un cadre de règlement des conflits africains. L'implication des Etats africains est plus que jamais indispensable à la réussite de toute opération de sécurité. A cet effet, les Etats-Unis et l'Union Européenne appuient le rôle leader que joue le Nigeria démocratique au sein de la CEDEAO et soutiennent le déploiement de la force de maintien de la paix de cette organisation régionale au Libéria et en Côte d'Ivoire. On peut noter avec satisfaction que malgré leur réticence, les Etats-Unis ont fini par approuver le déploiement à partir d'avril 2004 par l'ONU d'un contingent de 6240 casques bleus en Côte d'Ivoire pour aider au désarmement des combattants et à

la préparation des élections dans ce pays. La France dont l'influence rémanente dans ses anciennes colonies est forte, assure avec succès depuis quelques années sur le terrain des manœuvres militaires conjointes avec les armées africaines, manœuvres dites « Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix » (RECAMP). Les expériences africaines et le savoir faire de la France et du Royaume Uni constituent un atout pour l'Europe et les Etats-Unis. L'opération « Artemis » en RD Congo, première opération européenne autonome hors de l'Europe, avec la France comme nation cadre, a été un succès unanimement salué. L'Europe en effet, de par sa proximité géographique et riche de son expérience historique et culturelle africaine, peut efficacement contribuer à faire avancer ensemble avec l'Amérique les réflexions sur la lutte globale contre le terrorisme en vue de son éradication.

4. EPILOGUE

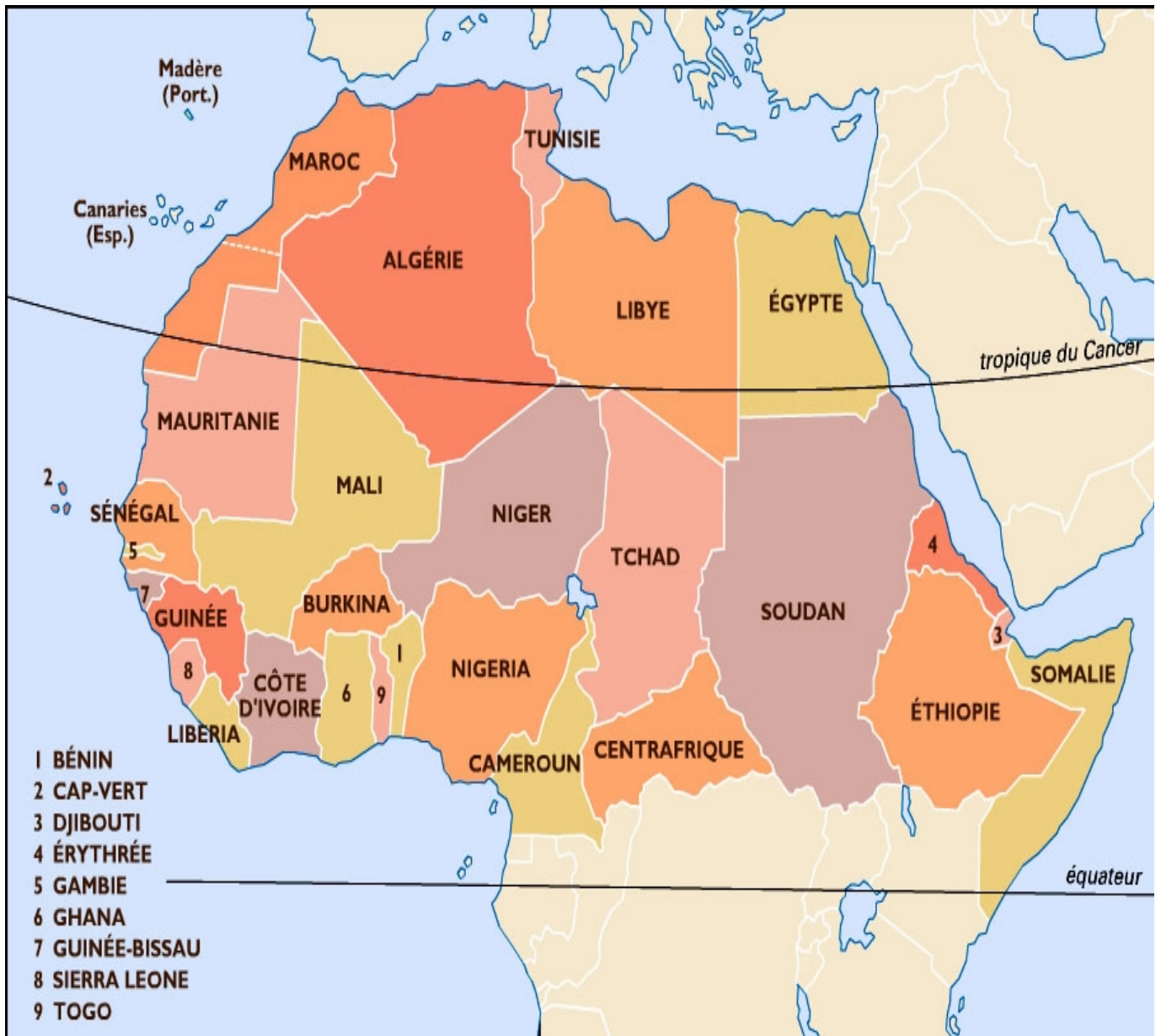
Pendant que la présente étude arrive à son terme, dans le Sahara, les forces spéciales américaines renforcent progressivement leur présence aux côtés des armées des pays concernés (Algérie, Mali, Niger et Tchad) pour traquer les groupes islamistes armés, en témoigne leur récente opération conjointe dans le désert saharien à travers l'Algérie, le Mali et le Niger, qui a abouti à la neutralisation d'un groupe du GSPC dans le Tibesti par l'armée tchadienne. Cette présence qui ne peut plus être désormais discrète a été confirmée par les autorités américaines (30). Les Etats-Unis sont convaincus de la connivence du GSPC avec Al Qaida et que ce dernier chercherait à utiliser le Sahara comme base de repli ou de rampe de lancement pour des opérations en Europe. L'affirmation du général Charles Wald, adjoint du commandement des forces américaines en Europe (EUCOM), de passage à Dakar en mars 2003, dans le cadre d'une tournée des pays de la région, est on ne peut plus claire : « Al Qaida est opérationnel en Afrique. C'est pourquoi nous essayons d'avoir des bases sur le continent ». Ce n'est pas un hasard si ce passage dans la région coïncide avec l'engagement sur le terrain, aux côtés des armées nationales, des forces spéciales américaines dans la traque des terroristes. En outre, fin mars 2003, les chefs d'Etat Major des armées des pays africains concernés par les partenariats militaires américano-africains tels que l'« Initiative pansahélienne », ont été conviés à une réunion de concertation au Quartier Général des forces américaines en Europe, première du genre. On peut néanmoins se réjouir de constater que malgré le fait que l'islam soit majoritaire dans les pays de la zone sahélo-saharienne, et sans doute aussi grâce à ce fait, l'islamisme radical n'a pas fait beaucoup d'émules ; et pour cause. En effet les préoccupations de développement l'emportent sur les considérations religieuses. A l'inverse de l'Afrique de l'est où l'islam est la religion de la minorité, son caractère majoritaire en Afrique sahélo-saharienne a fait de lui le socle sur lequel s'est construite l'unité nationale dans les pays de cette région. Majoritaires, les musulmans ne connaissent pas l'exclusion et la marginalisation qui ont poussé ceux d'Afrique de l'est dans l'islamisme radical et l'action clandestine. Loin de l'islamisme radical moyen oriental, la grande majorité est restée insensible aux tentatives

d'embrigadement idéologique de l'infime minorité tentée par le radicalisme. Le sentiment d'hostilité envers les Etats-Unis est conjoncturel et est dirigé contre la méthode Bush, pour preuve l'engouement de plus en plus prononcé des ressortissants de cette région pour l'Amérique. C'est ainsi que l'Europe, et la France en particulier dont la position courageuse contre la guerre de Bush lui a valu l'estime de l'opinion publique africaine voire internationale, enregistre de moins en moins d'étudiants africains désireux d'y poursuivre leurs études, les intéressés préférant à tort ou à raison l'Amérique malgré les nouvelles mesures draconiennes de restriction à l'entrée sur le territoire américain, en vigueur suite à la tragédie du 11 septembre 2001. L'Amérique en effet exerce une réelle attraction même chez les gens ordinaires. C'est dire que l'Amérique dispose d'un réel atout, sa toute puissance à condition de savoir l'utiliser judicieusement et dans le respect du droit international. Avant d'espérer des retombées immédiates pour elle, elle doit investir en misant sur le long terme, aider par ses moyens à la promotion d'un environnement favorable au développement ; car plus que jamais le développement est la meilleure parade contre l'islamisme radical et son corollaire le terrorisme. Le développement parce qu'il sape les fondements du terrorisme en éliminant la misère et le désespoir qui font son lit est le meilleur antidote de la menace terroriste. Les Etats-Unis peuvent et doivent relever le défi islamo-terroriste en Afrique sahélo-saharienne dans la coopération avec les pays concernés et dans la concertation avec les organisations régionales et internationales, ainsi qu'avec leurs alliés européens, la France et le Royaume Uni en particulier, dont l'expertise africaine constitue un atout non négligeable. Elargir la base du combat contre le terrorisme, nécessite de la part des Etats-Unis un peu d'humilité pour être à l'écoute de ceux qui, à l'intérieur même des Etats-Unis et à l'extérieur dans leur propre camp, ont une appréciation différente de la leur sur la meilleure façon de combattre ce fléau. L'Amérique se doit de reconnaître que le terrorisme n'est pas né ex-nihilo et la réussite de la lutte qu'elle mène va de pair nécessairement avec l'éradication des racines du mal, à savoir le sous développement et les problèmes politiques qui l'ont engendré. Le maintien de cette région dans le courant d'un islam pacifiste et à l'abri de la contagion islamiste dépendra pour beaucoup de l'aptitude de l'Amérique à aider les gouvernants à créer un environnement sécuritaire stabilisé et à promouvoir la bonne gouvernance et

le développement. Un partenariat basé sur la promotion du développement économique et la bonne gouvernance est à notre sens la réponse appropriée à la tentative de déstabilisation terroriste.

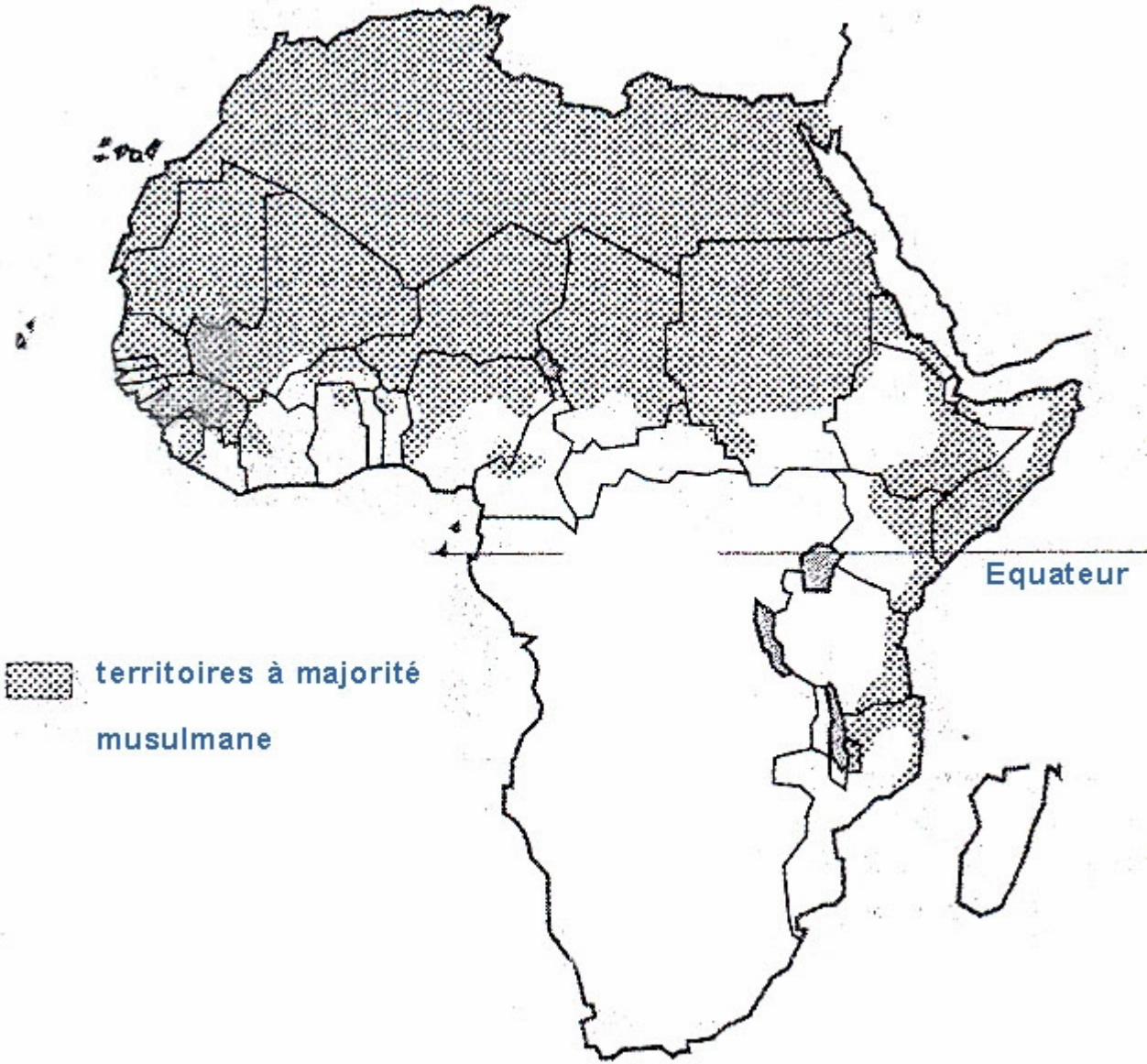
Annexe 1

Carte d'Afrique du Nord (au Nord de l'équateur)

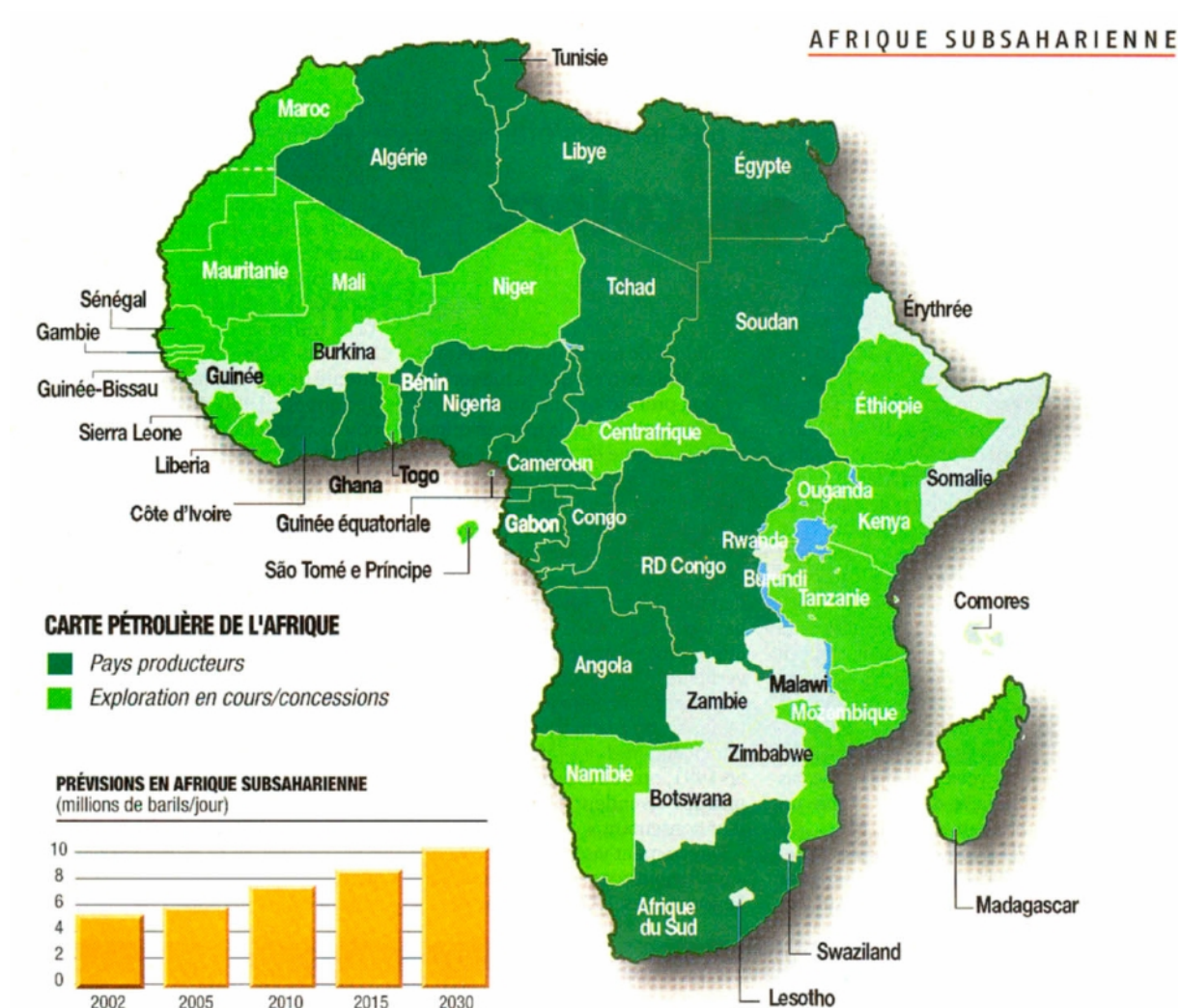


Annexe2

Carte d'Afrique (Régions à majorité de confession musulmane)



ANNEXE 3



Référence Jeune Afrique l'Intelligent N°2236 du 16
Au 29 Novembre 2003.

ANNEXE 4

PRODUCTION MOYENNE DE PETROLE

(en milliers de barils/jour, 2002-2003)

Nigeria	2170
Libye	1425
Algérie	1158
Angola	905
Egypte	751
Gabon	295
Congo-Brazza	258
Guinée équatoriale	237
Soudan	233
Tunisie	76
Cameroun	72
Afrique du Sud	26
R D Congo	24
Côte d'Ivoire	11
Ghana	7
Bénin	1
Tchad	225
Total	7874

SOURCES : OPEP, EIA (Etats-Unis), CRS

Référence Jeune Afrique/ l'Intelligent N°2236-du 16 au 22 novembre 2003

Annexe 5

PROGRAMMES MILITAIRES DES ETATS-UNIS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE :

-U.S. Military Commands for sub-Saharan Africa

la plupart des pays africains au sud du Sahara sont sous la responsabilité de U.S. European Command, le quartier général des Forces Américaines en Europe.

-Foreign Military Sales Program

en charge de la vente d'équipements militaires aux gouvernements étrangers à travers le U.S. Defense Security Cooperation Agency

-Foreign Military Financing Program

dons et prêts à des faibles taux d'intérêt à des gouvernements étrangers à travers le U.S. Defense Security Cooperation Agency pour l'achat d'équipements militaires auprès des compagnies américaines.

-Commercial Sales Program

évalue les ventes des compagnies américaines aux gouvernements étrangers, approuvées par le State Department Office of Defense Trade Control.

-International Military Education and Training Program (IMET)

en charge de la formation aux Etats-Unis des militaires de plusieurs pays africains dans les centres de formation de l'armée américaine.

-Africa Contingency Operations Training Assistance (ACOTA)

Entraînement et Assistance aux Operations d'Urgence en Afrique.

-Africa Regional Peacekeeping Program (ARP)

aide à l'équipement, l'entraînement et le support logistique des troupes africaines engagées dans des Opérations de Maintien de la Paix.

-U.S. Use of African Military Bases

les Etats-Unis n'ayant pas de base militaire sur le continent africain utilisent les installations existantes sur la base des accords avec les pays concernés.

-Military Exercices

plusieurs programmes comportent des manœuvres conjointes avec des unités militaires de pays africains dans le cadre de différents programmes de formation tels que ACOTA, ARP ou IMET

-Africa Center for Strategic Studies (ACSS)

Etabli en octobre 1999, ACSS est une branche de Pentagon National Defense University (Université Nationale de Défense du Pentagone) qui reçoit des cadres supérieurs militaires et civils africains pour des stages sur des thèmes variés.

ANNOTATIONS

(1) Stephan Smith, NEGROLOGIE, Pourquoi l'Afrique meurt, Calman-Lévy, 2003, pag. 63 : « en 2002, sur 534 milliards de capitaux privés, 349 ont été investis dans les pays les plus développés, 90 en Asie, 62 en Amérique Latine, 27 en Europe de l'Est et 6 en Afrique. »

(2) Joseph Nye, The Paradox of American Power, Why the world only superpower can't it go alone, New York, Oxford University Press, 2002 pag.158.

(3) Hubert Védrine ex-ministre français des affaires étrangères.

(4) Le Sénégal, le Mali, le Niger et le Tchad sont limitrophes de la Mauritanie, l'Algérie, la Libye et le Soudan, quatre pays membres de la Ligue Arabe

(5) source <http://usinfo.state.gov/regional/af/usafr/french/f3040704.htm>

(6) Zbigniew Brzezinski , Le Grand Echiquier, L'Amérique et le reste du monde, Hachette, 1997.

(7) Le Wall Street Journal.

(8) Pascal Boniface, La France contre l'Empire, Robert Laffont, 2003, pag.61

(9) Le Wahhabisme est un courant du fondamentalisme islamique sunnite à caractère politique fondé par Ibn Abd Al Wahab (1703-1792). Après une période d'éclipse due à la domination turque, le Wahabisme renaît au début du 20^e siècle et a constitué un pilier essentiel à la monarchie des Saoud.

(10) Discours d'ouverture prononcé par le président français François Mitterrand en juin 1990 lors du 16^e sommet des chefs d'état de France et d'Afrique tenu à la Baule en France. Ce discours est référé comme « conditionnalité de la Baule », le président français conditionnant désormais l'aide financière de la France à la démocratisation des états africains.

(11) Dahiratoul Moustarchidina Wal Moustarchidaty termes arabes pour signifier « garçons et filles unis sur le chemin de Dieu ».

(12) Teranga signifie hospitalité en langue Wolof langue nationale majoritairement parlée au Sénégal .

(13) Jeune Afrique L'INTELLIGENT N°2214-du 15au 21 Juin 2003.

(14) Le président Bush devant le sixième sommet Leon Sullivan tenu à Abuja au Nigeria, parlant du soutien de l'Amérique aux pays africains, cite expressément la Mauritanie comme un de leurs « bons amis du continent ». Le Sommet Sullivan est une institution qui a pris la relève des réunions périodiques organisées entre africains et américains, le plus souvent sur le sol africain.

(15) Le 15 avril 1974 le président Diori Hamani premier président du Niger indépendant est renversé par un coup d'état militaire dirigé par le Lt-Colonel Seyni Kountché alors chef d'état major de l'armée nigérienne.

(16) Le Niger connut une rébellion armée de 1991 à 1995.

(17) Il s'agit du Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad.

(18) www.worldbank.org/afr/ccproj/project/pro_monitor.htm, site Internet ouvert par la Banque Mondiale à cet effet.

(19) Samuel P. Huntington, le Choc de Civilisations

(20) Le président Bush visita au pas de course du 8 au 12 juillet 5 pays africains : le Sénégal, le Nigeria, l'Afrique du sud, le Botswana et l'Ouganda.

(21) Lors du sommet des chefs d'état de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Lusaka Zambie en juillet 2001 l'Union Africaine (UA) succède à l'OUA enterré à la même date.

(22) Citation de Monsieur Alain Perfitte, ancien ministre de la justice.

(23) Mbembe Achille, De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Khartala, 2000.

(24) Joseph Nye, The Paradox of American Power, New York, Oxford University Press, 2002, pag. 158 à 171. Joseph Nye est à l'origine du concept de hard power et de soft power, et d'un certain équilibre entre les deux selon la situation.

(25) Georges W. Bush qui se situe au sein du courant fondamentaliste protestant a tenu à plaider pour l'établissement d'un partenariat entre religieux américains et africains devant le sommet Sullivan.

(26) Revue trimestrielle Géopolitique Africaine n°12 automne octobre 2003, page 69.

(27) Africa Growth and opportunity Act (AGOA), loi adoptée en 2000 sous la présidence Clinton pour encourager les échanges commerciaux entre les USA et les

pays africains, notamment en permettant à quelques 6400 produits africains d'entrer aux USA hors taxe et hors quota.

(28) la CEDEAO, Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont le siège est à Abuja Nigeria comprend 15 états membres, avec pour objectif la création d'un marché ouest-africain et une union monétaire et douanière. Elle est dotée d'une force d'interposition, l'ECOMOG, créé en avril 1990.

(29)<http://fr.allafrica.com/stories/printable/200403110893.html>

<http://usinfo.state.gov/regional/af/usafr/french/f3040704.htm>

(30)source Radio France Internationale (RFI), journal du 27 mars 2004, 13H30

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Centre d'études d'Afrique noire, L'AFRIQUE POLITIQUE, Islams d'Afrique : entre le local et le global, éditions Karthala, 2002.
- Jean Paul N'Goupandé, L'AFRIQUE FACE A L'ISLAM : les enjeux africains de la lutte contre le terrorisme, Paris éditions Albin Michel 2003.
- Monteil Vincent-Mansour, L'Islam noir : une religion à la conquête de l'Afrique, Paris, Seuil, 1980.
- Luneau René, Comprendre l'Afrique : évangile, modernité, mangeurs d'âmes, Paris, Karthala, 2002
- F. Eboussi Boulaga, LES CONFERENCES NATIONALES EN AFRIQUE NOIRE éditions Karthala.
- Samuel P. Huntington, LE CHOC DES CIVILISATIONS
- Zbigniew Brzezinski, LE GRAND ECHIQUIER, l'Amérique et le reste du monde Hachette 1997.
- Paul Valéry, TOUT EMPIRE PERIRA
- Joseph Nye, THE PARADOX OF AMERICAN POWER, New York, Oxford University Press, 2002.
- Fondation pour la Recherche Stratégique, ANNUAIRE STRATEGIQUE ET MILITAIRE , 2002 & 2003, éditions Odile Jacob.
- Aymeric Chauprade, GEOPOLITIQUE, constantes et changements dans l'histoire, Ellipses, 2003.
- Stephen Smith, NEGROLOGIE, Pourquoi l'Afrique meurt, Calman-Lévy.
- Mbembe Achille, De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Khartala, 2000.
- Lugan Bernard, God bless Africa : contre la mort programmée du continent noir, Paris, Carnot, 2003.
- Pascal Boniface, La France contre l'Empire, Robert Laffont, 2003.

REVUES & JOURNAUX

- Revue Géoéconomie, Ordre et désordre 2002, Technologie et Mondialisation.
- Le Monde des Religions, n°1 septembre octobre 2003.
- Le Monde (septembre 2003 à mars 2004) : quotidien, hebdo et le Monde diplomatique
- Jeune Afrique l'Intelligent, numéros années 2002, 2003 et premier trimestre 2004.

RADIOS ET TELEVISIONS

RFI et AFRICA N°1

TV5, CNN et BBC

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	3
AVANT-PROPOS.....	4
INTRODUCTION.....	6
1. LES FONDEMENTS D'UNE NOUVELLE POLITIQUE AFRICAINE DES ETATS-UNIS.....	11
2. AUTOPSIE GEOPOLITIQUE ET RELIGIEUSE DES PAYS DE LA ZONE SAHELO-SAHARIENNE.....	15
2.1 Le Sénégal.....	21
2.2 La Mauritanie.....	23
2.3 Nigeria.....	26
2.4 Le Mali.....	30
2.5 Le Niger.....	32
2.6 Le Tchad.....	34
3. RÔLE DE LA PUISSANCE AMERICAINE DANS LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	38
3.1 A la découverte d'un continent.....	38
3.2 Vers un partenariat avec l'Afrique.....	41
3.21 Le rôle de l'Afrique.....	41
3.22 L'aide militaire américaine avant le 11 septembre 2001.....	42
3.23 Un nouvel élan après le 11 septembre 2001.....	44
4. EPILOGUE.....	50

